

T 2137 - 710 - 10,00 F  
3792137010003 07100

le monde  
**Libertaire**



Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°710 JEUDI 2 JUIN 1988 10,00 F

# ELECTIONS, PIEGE A CONSENSUS!



Parcours et réflexions d'un militant du mouvement ouvrier.  
**PAGE 7**

### ENSISHEIM

Pas de sanction pour les mutins !  
**PAGE 12**

### CRISE PORCINE

L'art et la manière d'utiliser le mécontentement des petits et moyens éleveurs.  
**PAGE 5**

### ANARCHISME

Le 44<sup>e</sup> congrès de la Fédération anarchiste marque-t-il un tournant dans l'organisation ?

**PAGE 8**

*ni droite  
ni gauche  
contre le fascisme  
l'Anarchie!*

**44<sup>ème</sup> CONGRES  
DE LA  
FEDERATION  
ANARCHISTE**

Rouen, mai 88.

F°P.2520



# communiqués éditions

### • NANTES

Le groupe de Nantes organise une émission de radio de 11 h 30 à 12 h 30 sur Radio Alternantes (97.5 MHz) tous les samedis matin.

### • CHAMBÉRY

La liaison de la Fédération anarchiste de Chambéry propose à tous les lecteurs du « Monde libertaire » en Savoie de prendre contact avec elle par l'intermédiaire du secrétariat aux Relations Intérieures.

### • PERPIGNAN

Le groupe Puig-Antich organise, le samedi 11 juin 1988, à partir de 14 h jusqu'à minuit, à Toulouse (près de Perpignan) une fête libertaire de soutien à « Infos et analyses libertaires ». Nous proposons des projections vidéo suivies de débats : « De toda la vida » (Les femmes et la révolution) ; « Pobles en armes » (la Révolution espagnole) ; « L'affront national » (anarchisme et antifascisme) ; « L'anarcho-sindicalisme » (son actualité aujourd'hui). Une partie musicale avec des groupes de Perpignan (José Montaner, Sam Zarka, les Matou-souris), ainsi que de Lyon (Haine Brigade, les Glauques) et de Barcelone (Monstruación). Différents stands d'informations, d'associations, telles que la L.D.H., Stop-Racisme, etc., et une buvette. Bref, de quoi remplir convenablement sa journée, tout ça pour 40 F seulement.

### • BRIANÇON

La liaison F.A. de Briançon organise une conférence-débat sur le thème : « Qu'est-ce que l'anarchie ? », le samedi 4 juin 1988 au Centre culturel et de congrès, salle des associations, avenue de la République ; avec la participation de Gaétano.

### • AFFICHE

Une nouvelle affiche vient d'être éditée, elle est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 2 F l'unité et de 0,80 F au-dessus de 50 exemplaires.

### TRAVAILLEURS,

Une nouvelle fois vous venez d'accomplir votre devoir électoral et une nouvelle fois, en votant, vous avez couru le risque de perdre directement en main votre destinée.

### LES ÉLECTIONS PASSENT, LES PROBLÈMES RESTENT

La situation est grave, pas importe aujourd'hui le résultat des élections. Le droit démocratique et rationnel est devenu une réalité majeure qui s'exagère de jour en jour des contradictions des politiques de droite comme de gauche. Chaque fois, encore, aucune des forces politiques en présence n'est en mesure de proposer un projet politique autre, capable de s'attaquer aux privilèges et aux inégalités croissantes de la société française. La situation est bloquée. Que le vote LE PEN ait pu être interprété comme un vote de protestation... doit faire réfléchir tous les travailleurs électeurs. Dans ces conditions, continuer à laisser faire les politiques de tous bords, penser qu'il est possible de faire barrage à l'extrême droite par des candidats électeurs, espérer voir combattre le chômage et la pauvreté par des hommes sans idées ni programmes sérieux, choses qui provoquent désormais avant des conséquences dramatiques pour tous.

### NE PLUS LAISSER FAIRE

Cette situation ne doit plus durer ! Changer de personnel politique n'est cependant pas suffisant. Ce qu'il faut, ce sont des méthodes de lutte et des programmes nouveaux qui relèvent continuellement la majorité des gens et la possibilité d'un changement social vers plus de justice et d'égalité. Il faut aujourd'hui se mobiliser pour se défendre et faire passer d'un programme clairement défini et avec des pratiques, d'action directe qui ne se limitent pas à voter par le biais du parlementarisme.

— PAS DE LUTTE VÉRITABLE CONTRE LE RACISME SANS LA RECONNAISSANCE DE L'ÉGALITÉ DES DROITS, ENTIER ET EFFECTIF, ENTRE FRANÇAIS ET ÉTRANGERS  
— PAS DE LUTTE VÉRITABLE CONTRE LE CHÔMAGE ET LA PAUVRETE SANS REMISE EN CAUSE DES PRIVILEGES CAPITALISTES  
— PAS D'UNE LUTTE VÉRITABLE DE LA FRANCE EN EUROPE ET DANS LE MONDE SANS L'ABANDON DE TOUTE POLITIQUE IMPÉRIALISTE DE COLONISATION. POUR LES FRANÇAIS SONT ALORS D'ÊTRE LES BÉNÉFICIAIRES À FAIRE LES TRAVAUX.

Fédération anarchiste — 145, rue Amélot 75011 PARIS

### • ÉDITIONS

Le Centre culturel libertaire de Lille vient de publier un condensé de la bande dessinée consacrée à Benoît Broutchoux et réalisée en 1980 par Phil et Lallens. Ce condensé d'une quarantaine de pages est disponible au C.C.L., 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille (20 F + 12 F de port). D'autre part, le premier numéro de « Pistes » (dossiers thématiques réalisés par le groupe Benoît-Broutchoux) rassemble une vingtaine d'articles consacrés à l'éducation (pédagogies libertaires, luttes anti-hiérarchiques, échec scolaire...). Il est disponible au C.C.L. (25 F + 15 F de port). Enfin, deux autocollants ont été tirés. Le premier porte sur le C.C.L. (« Au service de l'alternative... le Centre culturel libertaire de Lille ! ») et le second sur le groupe Benoît-Broutchoux de la Fédération anarchiste. Ces autocollants, tous deux illustrés, sont disponibles au C.C.L.

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11°  
Directeur de publication : Maurice Joyeux  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19°  
Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

## Souscription

Les éditions du Monde libertaire vont faire paraître, fin mai, le tome II des « Souvenirs d'un anarchiste » de Maurice Joyeux. Le prix de souscription de l'ouvrage est fixé à 100 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Didier Roy, et à envoyer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

## Cours sur l'anarchisme

La commission propagande lance une nouvelle série de cours de formation, les mardis à 20 h 30 au 10, rue Robert-Planquette, Paris 18<sup>e</sup> (métro Abbesses).  
• Le 7 juin : « Comment lutter et comment s'organiser aujourd'hui ? »

# Abonnez vous !

### LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration  
145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

### BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amélot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....  
Adresse.....  
Code postal..... Ville.....  
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin  
Pour tout changement d'adresse,  
joindre la dernière bande de routage.

# communiqués

### • BOURGOIN-JALLIEU

Le Collectif anarchiste et le groupe F.A. de Bourgoin organisent, le vendredi 3 juin, à 20 h 30, à la maison de quartier de Champ-Fleuri, avec Jean-Pierre Duteuil auteur de « Nanterre 68 : le mouvement du 22 Mars », une conférence-débat sur le thème : « Aux origines de 68 : le Mouvement du 22 Mars-Nanterre ». Un stand de presse sera tenu.

### • LILLE

Ils gèrent des librairies, publient des journaux, organisent des conférences, animent des radio libres... ce sont les espaces alternatifs ! Ils se réunissent pour la première fois à Lille, à l'invitation du groupe Benoît-Broutchoux (F.A.), pour confronter leurs expériences et débattre de la situation locale. Rendez-vous donc pour le « Carrefour des espaces alternatifs » samedi 18 juin, de 15 h à 19 h, en compagnie des associations suivantes (sous réserves) : Réso, Du côté des femmes, Espace Karl-Marx, Echappée Alternative, Libre pensée, Centre culturel libertaire, Lettre nord alternative, Radio Boomerang, Radio Campus (un duplex sera organisé en direct sur 91,4 MHz). Une seule adresse bien sûr : C.C.L., 1-2, rue Denis-du-Péage à 500 mètres du métro Fives.

### • SEVRAN-BONDY

Le groupe Sevrans-Bondy de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat, le samedi 18 juin, à 20 h 30, au Centre A.L.F.A. de Bondy, 3, allée des Pensées (ou 132, avenue Gallieni, RN 3), sur le thème : « Les anarchistes dans les mouvements révolutionnaires. L'anarchisme à l'épreuve de l'histoire ».

### • GRANVILLE

Il est possible de contacter la liaison Granville, dans la Manche. Pour cela, écrire aux Relations Intérieures, 145, rue Amélot, 75011 Paris, qui transmettront.

### Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,  
145, rue Amélot, 75011 Paris (M<sup>o</sup> République)  
Tél : (16.1) 48.05.34.08

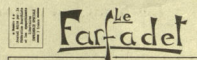
# éditions

### • FEUILLE

La feuille « Graffiti » du groupe « Humeurs Noires » vient de paraître. Ce numéro 4 est disponible au prix de 3 F. L'abonnement est de 30 F pour une année.

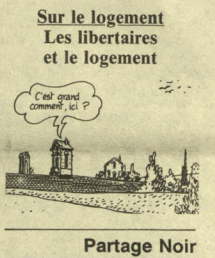


• « LE FARFADET » du groupe de Nantes vient de sortir son numéro 4. Il est possible de l'obtenir contre 3 F.



### • BROCHURE

Cette brochure sur le logement s'inscrit dans une série de publications du groupe Flores-Magón sur le thème du logement : « Les locataires et la loi Méhaignerie » (épuisée) ; « Rénovation et réhabilitation » ; « Les libertaires et le logement ». Cette dernière brochure est une rapide présentation des contributions libertaires aux luttes pour le logement (disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 7 F).



### • « VIVRE »

« Vivre » n° 5, le micro-journal trimestriel du groupe Louis-Lecoq de Melun, est désormais disponible. Vendu 3 F, on peut s'y abonner : 1 an, 20 F ; abonnement de soutien 50 F ; abonnement de propagande (5 exemplaires) 100 F. Les chèques sont à adresser à l'ordre de : Groupe Louis-Lecoq association, et à envoyer à : Groupe Louis-Lecoq / U.P. 77, B.P. 123, 77194 Dammarie-les-Lys cedex.



### • « ALTERNATIVE LIBERTAIRE »

« Alternative libertaire » n° 15, journal local édité par le groupe d'Angers de la Fédération anarchiste est paru. On peut se le procurer contre 4,40 F en timbres, ou s'abonner (30 F les 4 numéros) à l'adresse suivante : Groupe F.A., 8, rue Buffon, 49000 Angers (chèque à l'ordre de A.D.E.I.R.).

# sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Politique : Editorial, Les élections législatives — PAGE 4, Luites : La C.G.T. et les luttes, S.N.E.C.M.A., Un foyer de luxe, Thierry Chatbi en grève de la faim, En bref — PAGE 5, Société : La casse du porc, Manifestations d'éleveurs de porc, Bretagne mise à part — PAGE 6, Dossier : Il y a vingt ans — PAGE 7, Dossier : Mai 68 à Saint-Nazaire, interview de Gilles Denigot — PAGE 8, Propagande : Le 44<sup>e</sup> congrès de la Fédération anarchiste, Radio-Libertaire Rouen ?, Motions — PAGE 9, Informations internationales : Revue de presse, Etats-Unis, Italie, Espagne — PAGE 10, Société : Nom de Dieu, Nucléaire, Traces d'ombres — PAGE 11, Expressions : Alain Aurenche nouvelle manière, Note de lecture, Le blues et la guerre du Vietnam, Programmes de Radio-Libertaire — PAGE 12, Répression : Mutinerie d'Ensisheim, Nouvelle-Calédonie.



AUX URNES CITOYENS

Le jour de foire est arrivé ?

**L**ES élections se suivent et Tonton voudrait qu'elles se ressemblent. C'est pourquoi il a bousculé le pot de fleurs. Il n'a même pas respecté les convenances qui auraient voulu que Rocard se présente d'abord devant les députés. Un vote de censure aurait pu alors justifier la dissolution aux yeux du bon peuple. Mais le président savait que la droite ferait tout et n'importe quoi pour retarder cette dissolution qu'elle redoutait. « Ils voteraient même la nationalisation des garages », aurait-il expliqué, selon le Canard enchaîné, à ses intimes.

Les arroseurs arrosés

Il fallait aller vite car ce marais qui fait et défait les majorités est versatile et, dans six mois, l'usure du pouvoir aurait pu être fatale au P.S. La droite hurle au coup de Jarnac. Mais il ne s'agit que d'un coup du père François dans le respect le plus strict de la constitution. Ces messieurs-dames se sont faits bêtement piéger par les institutions voulues par de Gaulle et fignolées par Michel Debré, et pour la défense desquelles ils avaient véhémentement manifesté le vendredi 6 mai place de la Concorde...

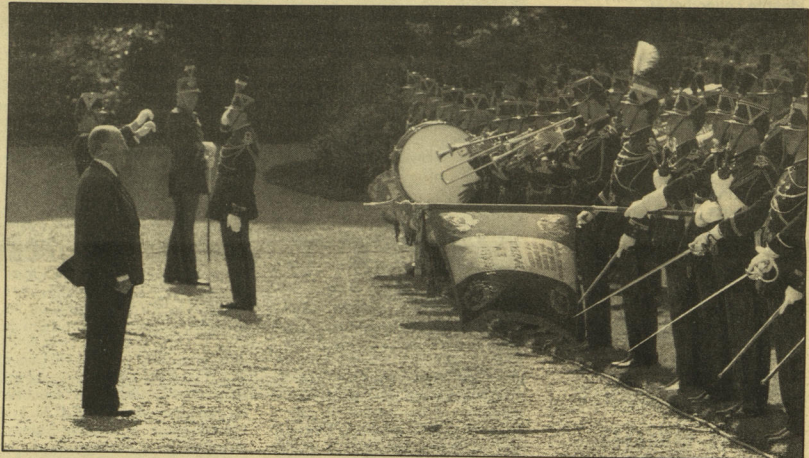
Ils risquent tout autant d'être piégés par le mode de scrutin qu'ils ont eux-mêmes choisis et par le découpage des circonscriptions que Pasqua avait pourtant soigneusement concocté. Ce système électoral a en effet pour caractéristique d'amplifier considérablement les courants dominants dans l'électorat, et il est

tellement déformant qu'il peut même donner une majorité de sièges avec une minorité de voix. (En 1968, les gaullistes et les Républicains indépendants avaient obtenu 70% des sièges avec moins de 48% des voix.)

Bien que cette belle mécanique ait été conçue, de tout temps, pour favoriser la droite, Mitterrand et le P.S. espèrent bien profiter, cette fois, de ces particularités du scrutin majoritaire associées à la « dynamique » de l'élection présidentielle. Ils voudraient en quelque sorte que l'histoire — celle de 1981 — se répète. La plupart des commentateurs et des sondeurs prévoient même une vague rose encore plus impétueuse. Peut-être... Mais ils devraient montrer davantage de prudence dans leurs pronostics car, avec ce type de scrutin, un petit déplacement de voix peut inverser complètement les résultats. C'est d'ailleurs pourquoi Tonton est tellement pressé...

Une jolie semaine

Conséquence de cette précipitation : six jours et six nuits seulement pour le marathon des investitures. C'est inhumain ! Même au P.S. il a fallu passer quelques nuits blanches pour être prêt à temps. Décidément ils n'avaient rien prévu, les camarades ! Ils ne doivent pas être dans le secret de Dieu. La répartition des futurs fromages a donné lieu à quelques règlements de compte entre tendances, le plus souvent au détriment de Fabius et de ses copains qui n'ont vraiment pas de chance ces temps-ci.



Selon Mauroy, le P.S. ne veut pas « gouverner seul », mais avec des « démocrates de progrès » et des « républicains sincères », ou vice-versa... Manifestement l'espèce est rare. Quelques spécimens sont déjà au gouvernement, tels que Stoléru et Durafour, ancien ministre des Finances de Giscard.

Avec les meilleurs résultats possibles les socialistes ne pourront pas trouver les trente zigotos nécessaires à la formation d'un groupe croupin de « démocrates de progrès » et de « républicains sincères ». Ils n'ont pu récupérer qu'une quinzaine de radicaux de gauche et les « compagnons de route » bien connus comme l'ex-communiste Henri Fizbin et les anciens P.S.U. Michel Mousel et Huguette Bouchardeau. (Décidément le P.S.U. mène à tout à condition d'en sortir...)

Mais n'oublions pas Tapie, ce spécialiste de l'ouverture. De l'ouverture des portails pour balancer sur le pavé le personnel des usines qu'il achète pour une bouchée de pain. Ah ! il sera chouette le groupe des « démocrates de progrès » avec Bernard aux côtés d'Huguette. D'ici que ces deux-là ne nous fassent pas beaucoup de petits sociaux-démocrates !

Restons sérieux. Dans le fond, cette ouverture manquée n'est pas pour déplaire aux sociaux de base, dans les départements qui, ainsi que l'a fait malicieusement remarquer le Monde, s'ils approuvaient chaleureusement cette tentative, souhaitaient non moins ardemment qu'elle se fasse... chez les autres.

Les gaités de l'U.R.C.

A droite, le spectacle a duré jusqu'à l'ultime minute avant minuit, le samedi 21 mai. Pressions, menaces, chantages, bousculades, lettres anonymes, crocs-en-jambe, c'est fou ce qu'on s'aime entre U.D.F. tendance P.R. léotardien, P.R. giscardien, U.D.F. barriste, R.P.R. ballamou, R.P.R. pasquard, indépendants paysans, divers droites, droites diverses, partisans et adversaires de « l'ouverture »...

La bagarre a donné lieu parfois à des gags désopilants, comme à Grenoble, par exemple. Dans sa voiture équipée d'un radio-téléphone pour rester en liaison avec Paris, un élu P.R. a monté la garde devant la préfecture de l'Isère le 21 mai, jusqu'au douzième coup de minuit. Il voulait vérifier que ses collègues et néanmoins adversaires du R.P.R. ne viendraient pas, à la dernière minute, magouiller et remettre en cause les accords conclus. Le malheureux n'a pas vu les « amis » en question entrer par une autre porte pour remplacer un suppléant P.R. par un R.P.R. ! C'est ça l'Union pour le rassemblement et le centre... Le seul à demeurer serein dans cette histoire, c'est bien le gros Ray-

mond qui refuse l'étiquette U.R.C. Avec un brin de sadisme toutefois. Ainsi, il a approuvé la dissolution et souhaité que le président dispose d'une solide majorité pour gouverner, tout en ajoutant que l'ouverture sera certainement possible après le 12 juin. Tout cela bien ficelé dans un paquet cadeau destiné à ses petits camarades giscardiens, léotardiens et chiraquiens. Barre, ministre de l'Economie et des Finances dans le gouvernement Rocard II, pourquoi pas, après tout ? Il ferait aussi bien que Bérégovoy !

L'ouverture en question peut même commencer entre les deux tours, en fonction des situations locales. Tout a été tellement vite que bien des centristes n'ont pas osé se précipiter sur la soupe mijotée dans les cuisines de l'Élysée. On a sa dignité. Mais les petits jésuites du C.D.S. se sont tout de même partagés le travail. Tandis que Méhaignerie affiche des airs de rombière outragée défendant sa vertu, Stasi envisage avec plaisir une « cohabitation-coopération » succédant à une « coopération-affrontement ». Mitterrand en demande-t-il davantage ?

C'est pas pour les petits !

Le scrutin majoritaire est conçu, comme on l'a déjà dit, pour donner l'avantage aux plus grands partis, aux vastes coalitions. Un avantage écrasant. Les petits, les moyens, les solitaires, sont laminés, exclus. Dans « le meilleur des cas » les élus du P.C.F. ou du F.N. se compteront sur les doigts d'une main. Pour le P.C.F., et bien que Marchais ne veuille rien réclamer à personne, tout dépendra du bon vouloir des sociaux entre les deux tours. Et dire que sans l'aide du tout puissant parti communiste des années soixante, l'obscur Mitterrand de l'époque ne serait jamais devenu le vénéral Tonton de la gauche...

Les Verts et l'extrême gauche quant à eux, désemparés par la rapidité des événements, restent sur la touche. Lutte ouvrière a proposé une alliance électorale avec « plateforme commune » au P.C.F. Bien entendu Marchais a repoussé cette offre étrange venant de ces trotskistes inlassablement dénoncés par le P.C.F. comme des « provocateurs gauchistes », « agents stipendiés de la police » et même légèrement hitlériens sur les bords...

L.O., qui n'a pas de rancune, entendait ainsi soutenir les luttes sociales. Mais, par ailleurs, elle proclame que les travailleurs n'ont rien à attendre de ces élections. Ce qui est parfaitement juste, mais il y a là comme une contradiction...

Pour notre part, l'avons-nous assez dit et répété que nous ne pouvons considérer cette foire d'empoigne autrement que d'un oeil à la fois amusé et méprisant. Et nous sommes presque gênés de faire remarquer que ces trois semaines de gouvernement Rocard nous donnent une nouvelle fois raison.

Le gouvernement Chirac avait continué sur la voie tracée par Fabius, Bérégovoy et autres Delebarre. Rocard maintient fermement le cap : blocage des salaires au nom de la lutte contre l'inflation, maintien de la totale liberté de licenciement, pas de remise en cause de la loi Méhaignerie sur les loyers, matraquage des mineurs de Provence, invite aux capitaux privés pour de juteux placements dans les entreprises nationalisées, poursuite de la répression contre les Canaques (avec, en prime, cette tartuferie de la mission œcuménique !).

Et ce n'est qu'un début. Pour nous, le combat continue. Dans les ateliers, les bureaux, les écoles, la rue, les quartiers, à la ville et à la campagne, qu'il y ait ou non des élections.

Sébastien BASSON

Editorial

**L**y a toujours des gens pour aller à contre-courant, même quand le courant est fort, puissant, quand il fait « consensus »... voyez l'ouverture. Ah, l'ouverture, la belle affaire ! Des fauteuils ou même des strapontins, voilà qui intéresse bien plus la gent politique que le sort des électeurs.

Les anarchistes ne font pas plus confiance à un gouvernement ouvert qu'à n'importe quel gouvernement. Il faudra de toute façon lutter pour préserver des libertés (droit de grève, droit de vivre décemment !) et autant que possible en gagner de nouvelles.

Michel Droit peut-il espérer de l'ouverture que le nouveau garde des sceaux désaisisse une nouvelle fois le juge Grellier ? C'est son affaire. Le plus important pour nous n'est pas que la pourriture soit camouflée ou montrée, c'est de supprimer ses raisons d'être, car même si Michel Droit finissait ses jours à la Santé ou à Fleury cela n'empêcherait pas de nouveaux énérgumènes d'organiser des magouilles.

Mais on en est pas là. Les « bandits de grands chemins » sont libres comme les Chaumet ou Papon et Licio Gelli n'a passé que quelques jours dans une prison trois étoiles avant d'être libéré pour raisons de santé. Les voleurs d'autoradio n'ont qu'à bien se tenir. Ainsi est faite la justice du monde capitaliste : les élections passent, les politiciens ne la modifient en rien d'essentiel.

Demain personne ne rasera gratis, bien au contraire, car il est évident que l'enjeu de 1992 ne rapportera gros qu'aux plus riches et aux meilleurs managers. Ceux qui ne veulent pas marcher sur les autres devront s'organiser pour survivre.





en bref... en bref...

• Au sommaire du dernier numéro d'« Illico » : le projet de minimum social du P.S., identité collective et communication, les chômeurs emmerdent le Front national. Ce mensuel, édité par des associations de chômeurs et de précaires, se veut un journal d'intervention pour un revenu minimum garanti égal au S.M.I.C. Pour que ce journal puisse continuer à paraître, il lui faudrait 350 abonnés. L'abonnement est de 50 F pour dix numéros (100 F pour un abonnement de soutien à de S. Maire, à envoyer à A.C.P./C.A.S.H., 53, avenue des Gobelins, 75013 Paris).

## Syndicats : du grain à moudre ?

ROCARD reçoit les syndicats. La C.G.T. manifeste. Bérégovoy fait des déclarations sur R.T.L. Le décor est planté, et en toile de fond il y a bien sûr les élections législatives et son contingent de démagogues politiciennes.

En tête de la manifestation parisienne de la C.G.T. de jeudi dernier, il y avait une belle banderole de la C.G.T.-Ile-de-France : « Pour leurs revendications, les salariés ne doivent compter que sur leur force et leur action ». A quoi répondra la déclaration de Krasucki, au début de l'après-midi : « Les premières mesures annoncées par le gouvernement, qu'il s'agisse des salaires ou de l'emploi, avec l'annonce d'une augmentation importante du chômage, le confinement : les salariés ne doivent avoir aucune illusion et ne doivent compter que sur leur propre capacité à agir ». Mais l'appel aux urnes était présent à la manifestation, alors salarié ou citoyen ?

Pendant ce temps-là, le gouvernement se met en place et tente d'appréhender le problème social. Après la journée d'action C.G.T. du 26 mai, Pierre Bérégovoy a déclaré sur R.T.L. : « Il faut donner du grain à moudre à la négociation sociale ». On a déjà entendu ça quelque part... Mais ce qu'il y a de nouveau, c'est l'application, en effet il propose que « là où les résultats des entreprises sont bons, il faut que s'ouvre la négociation pour voir comment répartir les efforts produits par tous ». Non, en fait ce n'est pas nouveau, c'est la participation de de Gaulle, la collaboration capital-travail !

Pendant ce temps-là Rocard reçoit les syndicats. Mais c'est juste pour dire bonjour, « on réparera de tout ça après les élections ». La F.E.N. de son côté est reçue par Michel Durafour, nouveau ministre de la Fonction publique, car « la question des salaires est d'une brûlante actualité dans la Fonction publique et au-delà, pour tout le pays ».

Ne nous y trompons pas, le problème des élections a encore son poids dans le paysage social. Nous contestons néanmoins qu'il soit déterminant pour le mouvement ouvrier. Tout au plus est-il un baromètre quoi qu'en pense la commission exécutive de la C.G.T. qui estime que la classe ouvrière a intérêt à « l'existence d'une force importante, contre-poids aux politiques d'austérité et de déclin ». Krasucki de son côté peut toujours dire aux travailleurs que « l'action syndicale, c'est notre seul recours... Alors ce 3<sup>e</sup> tour ça vient ?

Thierry (Gr. Pierre-Besnard)

APRÈS dix semaines de conflit, les salariés de la S.N.E.C.M.A. ont décidé la levée des piquets de grève en échange de l'annulation des menaces de licenciements qui pesaient sur les animateurs du comité de grève de Villaroche, un des plus importants établissements de la région parisienne avec Gennevilliers et Corbeil.

### « L'ambiance est à tout sauf au boulot »

Le général Capillon, P.-D.G. de la S.N.E.C.M.A., peut être satisfait, la revendication d'une augmentation de salaire uniforme de 1 500 F par mois est renvoyée à une prochaine grève... générale ! Mais il doit compter avec les organisations syndicales et les comités de grève toujours décidés à obtenir l'ouverture de réelles négociations quant aux salaires et au paiement des jours de grève. A ce jour, aucun syndicat n'a signé « le contrat de fin de conflit » proposé par la direction. Et les débrayages se poursuivent. La participation des salariés aux assemblées générales est toujours très active, « l'ambiance est à tout sauf au boulot » affirme un délégué C.F.D.T.

Ceci étant, le débat est maintenant ouvert parmi les salariés sur le

## Les leçons d'une grève

S.N.E.C.M.A.

« pourquoi de l'échec ». A Corbeil, il n'y a jamais eu grève totale avec occupation des locaux, comme à Villaroche ou Gennevilliers. La raison est essentiellement due au poids des organisations syndicales, extrêmement bureaucratiques et divisées... En assemblée générale, chaque organisation intervenait sans réel débat avec les salariés...

La C.G.T., au niveau national, n'a jamais voulu l'extension du conflit. Son mot d'ordre a toujours été « pas plus de 2 heures de grève par jour », à l'exemple de Michelin qui n'a jamais été en grève totale. Cela a marché à Corbeil, mais pas à Villaroche et Gennevilliers où les comités de grève ont contraint la C.G.T. locale à aller au-delà de ce mot d'ordre. La confédération C.G.T. n'a pas hésité à envoyer des télex à ses sections pour dénoncer les initiatives des S.N.E.C.M.A. : l'intervention à Citroën-Aulnay, qualifiée de « provocation », ou bien encore la manifestation interprofessionnelle du 19 mai (de la Bourse au siège du C.N.P.F.) appelée par les comités de grève, qui était selon elle « une mauvaise initiative ».

De son côté, la confédération C.F.D.T., embarrassée par un conflit dont la dynamique lui échappait, s'est contentée de le gérer tant bien que mal (encore une grève archaïque !).

A cela se sont ajoutés la crainte des patrons et la collusion patronat-

gouvernement. Accepter les revendications de la S.N.E.C.M.A., c'était donner un mauvais exemple. D'ailleurs, le gouvernement a préféré payer le déficit financier de 2,5 milliards de chiffre d'affaires perdu pendant la grève.

Les médias ont, eux, choisi les professionnels de la politique. Il y a eu un blocage des médias sur la lutte. Et, bien sûr, un facteur important qui a pesé sur la mobilisation des salariés : les élections. La S.N.E.C.M.A. est paradoxalement l'exemple unique d'une grande lutte en période électorale...

### Les éléments positifs

Restent les éléments positifs. A Villaroche, noyau dur du conflit, le comité de grève a joué pleinement son rôle avec les syndicats présents en son sein. Après la Pentecôte, cent personnes occupaient encore les locaux 24 heures sur 24, cinq à six cents étaient en grève partielle... Dans les trois centres, la lutte continue contre les heures supplémentaires pour rattraper intégralement la production perdue, le recours aux intérimaires. La C.G.T. de Villaroche, c'est une surprise, appelle même au sabotage de la production... elle a abandonné le « produisons français », le « retrouvons nos machines » (retour aux sources !).

Conscience accrue, également, des salariés sur la nécessité de recourir à la « grève générale » pour obtenir satisfaction. On ne peut gagner sur les 1 500 F uniformes par mois que si la grève ne se limite pas à un secteur professionnel donné.

De même, l'idéologie consensuelle en a pris pour son grade ! Le slogan du général Capillon, « Tous ensemble pour gagner », affiché sur les murs de la S.N.E.C.M.A. fait maintenant sourire l'ensemble des employés.

Pendant dix semaines, chaque jour, « nous avons décidé en assemblée générale de nos actions et de notre organisation, on ne pourra pas nous le faire oublier ». L'auto-gestion des luttes ça marque !

Enfin, l'unité d'action, préoccupation continue des comités de grève — éviter les polémiques stériles en assemblée générale, faire converger les différentes initiatives, voire participer à toutes celles proposées, ne pas les opposer — a été payante. Aujourd'hui, beaucoup à la S.N.E.C.M.A. s'interrogent sur le mode d'organisation, quel syndicat choisir ?

L'ambiance n'est donc pas au renouveau : « Là, on a gardé les portes de l'usine, la prochaine fois on les soudera ».

ALAIN (« Chronique syndicale »)

Les infos et citations proviennent des comités de grève : J.-Marie de Villaroche et Olivier de Corbeil.



## FOYER

### Un gérant sans scrupules

LES habitants du foyer d'immigrés de la rue de la Petite-Pierre, à Paris (XI<sup>e</sup>), sont confrontés à des hausses de loyers vertigineuses. Pour mieux apprécier la situation, il faut savoir que ce foyer comporte six étages, et chacune des chambres a une superficie d'environ 24 m<sup>2</sup>. Elles sont aménagées pour trois personnes. En 1985, il fallait payer 408 F par mois pour occuper un lit, soit un loyer de 1 224 F par chambre. Mais cela parut sans doute dérisoire au nouveau gérant, puisque ce dernier décida, à la fin de cette année, une augmentation de 80% des loyers.

#### Un coup bas

Les locataires, trouvant cette augmentation scandaleuse, s'organisent et décident une grève des loyers. Dans le même temps, ils contactent le M.R.A.P. dans le XI<sup>e</sup>, qui leur apporte une aide juridique. Alors, la direction, en réponse à ces non-paiements, réplique en refusant de fournir les tickets de paiement des loyers, qui sont nécessaires au

renouvellement des cartes de séjour, profitant ainsi des difficultés juridiques dont est victime la population immigrée. Un coup bas bien porté !

Devant impérativement régler ce problème rapidement, les locataires proposent un compromis : une augmentation de 20%. Mais les affaires sont les affaires, et la direction demeure intransigeante avec son augmentation de 80%, mais promet (bonne âme !) que la revalorisation du loyer en 1987 ne dépassera pas 2 à 3%. Les locataires acceptent (avaient-ils le choix ?).

Mais voilà qu'en janvier 1987, dans une circulaire, la direction fait savoir sa décision d'augmenter encore les loyers de 54%, contrairement à la promesse faite en 1986.

#### Beaucoup d'« humour »...

Une note d'humour maintenant : l'A.F.R.P. (1) est une association loi 1901 à but non lucratif. Et comme les plus mauvaises plaisanteries ne sont pas les plus courtes, depuis l'arrivée de ce nouveau gérant, l'entretien et la maintenance

du foyer laissent plus qu'à désirer. Ces tâches sont désormais accomplies par une société privée (y a-t-il copinage ?) qui a réduit par deux les effectifs : un poste et demi (au lieu de trois).

Alors les locataires recommandent leur grève des loyers et réclament une négociation avec le gérant. Ce dernier réplique (toujours plein d'humour) : « Je ne suis pas un marchand de tapis ! ». Au mois de décembre 1987, il intente un procès aux locataires et réclame l'expulsion de ceux qui refusent de payer. Il perd le procès, mais il persiste et poursuit un des locataires représentant le comité de lutte du foyer. Le 13 mai, le tribunal a annoncé qu'il rendrait fin juin son jugement quant aux expulsions. Une affaire à suivre.

Alban et Didier (Gr. du XI<sup>e</sup>)

Lettre de soutien et contact : Doucouré Mahamadou, 57, rue de la Petite-Pierre, 75011 Paris.  
(1) Association des foyers de la région parisienne.

## Nouvelle grève de la faim de Thierry Chatbi

Pour la troisième fois en l'espace de six mois, Thierry Chatbi a entamé une grève de la faim pour protester contre sa détention « préventive » qui dure depuis près de deux ans.

Accusé de complicité avec le « gang des postiches », Thierry Chatbi n'a toujours pas été jugé. Or, le dossier est truffé d'incohérences, de faux témoignages, d'accusations qui ont changé plusieurs fois en cours de route.

A la fin de l'année dernière, Thierry Chatbi a suivi deux grèves de la faim (durant lesquelles il a failli perdre la vie), est monté deux fois sur les toits de la prison pour clamer son innocence, pour demander que la justice daigne enfin ouvrir son dossier pour s'apercevoir qu'il est vide... En vain.

Thierry Chatbi est resté enfermé, à l'isolement total bien sûr, et un de ses derniers espoirs était les compléments d'information qui auraient pu prouver son innocence. Demande refusée ! L'expertise graphologique, qui aurait pu prouver que ce n'était pas Thierry qui avait loué une voiture ayant servi à faire des braquages, n'aura pas lieu.

Lorsque le procès de Thierry s'ouvrira, aucune des incohérences du dossier n'aura été soulevée. Et Thierry, d'origine arabe, détenteur d'un casier judiciaire déjà lourd, « repéré » pour sa participation à des mutineries et pour sa dénonciation inlassable des quartiers d'isolement, Thierry ouvertement rebelle risque une condamnation-massive pour des faits qu'il n'a pas commis. Vous pouvez lui écrire et lui témoigner votre soutien à l'adresse suivante : Thierry Chatbi, 232/944 A. D.C. 3<sup>e</sup> division, 42, rue de la Santé, 75014 Paris.

Pascal CHOISY

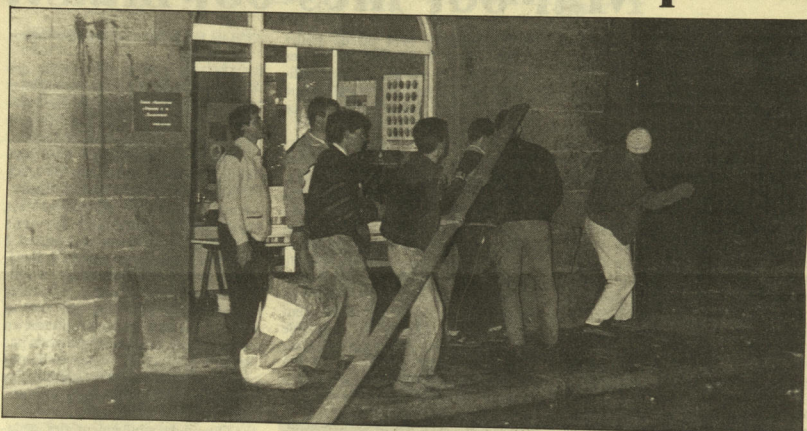


BRETAGNE

# Violentes manifestations de printemps

La première manifestation violente a eu lieu le 19 avril à Rennes, alors qu'un peu partout, en Bretagne, les éleveurs de la Confédération paysanne manifestaient devant les préfetures et sous-préfetures. Les « forces du désordre » étaient un peu dans le même état d'esprit que lors des manifestations de 1986 : « avec le teint un peu plus bronzé, on aurait pu se retrouver comme Malik Oussekine », concluait un manifestant. Faute de pouvoir cogner sur les manifestants qui reculaient (deux étaient blessés en attendant), les flics se sont acharnés sur les voitures !

Depuis, le prix du porc a encore chuté, et le désarroi des éleveurs grandit. A Vannes, le 19 mai, au titre de la Confédération paysanne de l'Ouest, la F.D.S.E.A., le C.D.J.A. et les Travailleurs-Paysans du Morbihan manifestaient contre « le crédo libéral du ministre de l'Agriculture et des dirigeants de la Fédération nationale porcine (F.N.P., organisation spécialisée de la F.N.S.E.A., NDLA), qui ont tout fait, à travers la crise, pour accentuer l'élimination des plus vulnérables ». Une centaine de quatre cents éleveurs présents ont laissé exploser leur colère, en faisant pour 250 000 F de dégâts.



Palut du Nord-Finistère sont des terroristes bien connus, réputés entre autres pour les manifs violentes des années passées : la sous-préfecture de Brest, les gares S.N.C.F. du Nord-Finistère et les autres bâtiments publics en avaient fait les frais. Des peines de prison avec sursis avaient suivi, et il est évident aujourd'hui que ces meneurs ne veulent plus être pris la main dans le sac. Ils ont toujours su profiter du désarroi des petits et moyens éleveurs pour les faire manifester autour de revendications nettement inégalitaires : augmenter le prix du porc revient à accroître les différences de revenus entre les éleveurs, tant que cette augmentation ne s'applique pas à un volume de production plafonné par travailleur.

L'essentiel, dans ces manifestations, est de faire se défouler tous les éleveurs, plutôt que de les voir se cogner les uns sur les autres (les petits et les moyens sur les gros) au sein des groupements de produc-

teurs, en particulier. La mafia des gros éleveurs du Nord-Finistère et de la région de Lamballe (Côtes-du-Nord) n'a pas eu trop de mal à décider des syndicalistes le cul entre deux chaises, comme Annie-Marie Grolais, à organiser une grande manifestation de défoulement général à Saint-Brieuc. Cinq cents éleveurs du Finistère et trois cents d'Ille-et-Vilaine, toutes catégories confondues, prenaient le train à l'œil et avec la bénédiction de la S.N.C.F. Celle-ci organisait des services de cars pour les passagers payants, pour laisser les manifestants, certains armés de barres de fer, aller s'amuser à Saint-Brieuc où six cents éleveurs des Côtes-du-Nord les attendaient et, un peu plus loin, les gardes mobiles...

Il a suffi alors que quelques « inconnus » provoquent les casqués d'en face pour que ces derniers chargent, afin de « rétablir l'ordre ». Les fauteuils de la préfecture étaient épargnés mais, de

l'autre côté, un million de francs de dégâts résultaient du repli des manifestants vers la gare, où les trains les attendaient pour le retour, comme si de rien n'était.

Au petit matin, les pavés étaient remis en place et les rues avaient été nettoyées par les services municipaux ; preuve que tout avait été organisé en fonction de la casse qui devait se produire. C'est tout juste si les pouvoirs publics n'avaient pas fait peindre en rouge le mobilier urbain que les manifestants pouvaient casser (les vitrines et les voitures ont été curieusement épargnées lors du saccage !).

Le phénomène Le Pen aura servi d'exemple à la mafia libérale qui tient en main les organisations syndicales officielles (F.N.S.E.A.-F.N.P., C.N.J.A.) et les organisations économiques les plus importantes. Laissant de côté leur image de casseurs, ils s'arrangent pour que d'autres se salissent les mains pendant qu'eux négocient avec les pouvoirs publics.

Le Pen recrute, pour son service de désordre organisé auprès des jeunes chômeurs et précaires, démagogie aidant, pendant qu'il théorise le nécessaire développement du chômage dans une société libérale. De façon similaire, les gros éleveurs libéraux négocient un soutien à la production plutôt qu'aux producteurs, afin d'éliminer les petits et moyens éleveurs, que l'on fait manifester violemment en attendant leur disparition.

En fait, si un libéralisme à l'état pur avait régi la production porcine en Europe, les gros élevages n'auraient jamais pu tenir le coup. Toutes les études économiques prouvent que les élevages les plus performants sont ceux de taille moyenne.

A côté de cela, subsiste naturellement un élevage traditionnel où le ou les cochons sont nourris avec des sous-produits, pour l'autoconsommation familiale. En s'entraînant avec les voisins ou les cousins, une fois par an : « on tue le cochon, on grille les côtes de porc et on fait la charcuterie ».

A l'inverse, l'émergence et le développement des gros élevages a pu se faire avec la complicité des organismes bancaires et agro-alimentaires qui se sont bâtis et financés sur le dos de tous les paysans. Mais quand, dans les années 60, Alexis Gourvenec, petit paysan du Finistère, a gueulé plus fort que d'autres, il a trouvé des complices pour se bâtir un empire porcin-légitime et maintenant piscicole. Ce paysan-directeur général emploie aujourd'hui une cinquantaine de salariés rien que pour sa porcherie ! En tant que président du Crédit Agricole du Finistère, il sait faire la différence entre ses adeptes (Jakez Riou, Guillaume Roué et Fanch Palut en tête) et ceux qui doivent faire la place.

J.-C. (Gr. de Rennes)

## Le double langage

La nuit suivante, on devait voir à l'œuvre les partisans du double langage qui, comme Anne-Marie Grolais, partagent l'analyse de la Confédération paysanne d'un point de vue personnel mais qui, en tant que responsables F.N.S.E.A. et F.N.P., ne veulent pas s'opposer aux gros éleveurs qui emmerdent tout le monde... mais qui sont aussi à des postes clés de la F.N.S.E.A. et de la F.N.P.

Ces derniers, les Jakez Riou, Guillaume Roué et autres Fanch

## ÉLEVAGE

# La crise du porc

L'OMBRE du libéralisme, tant réclamé par les gros éleveurs du Nord-Finistère et ceux de la région de Lamballe, plane sur le marché du porc breton.

En 1987, le prix du kilo de porc était payé uniformément à 9 F, étant donné que l'Etat français subventionnait les abatteurs, ainsi que les structures de vente des porcs vivants (marché au cadran), à hauteur de 6 à 8 millions de francs par semaine ! Ça ne pouvait pas durer et, en avril, le prix du porc a commencé à diminuer pour aller se situer au prix du marché réel (le prix s'est stabilisé à 8,15 F le kilogramme ces derniers temps) ; or celui-ci baisse avec la croissance de la surproduction européenne.

Pour un élevage moyen (2 travailleurs vendant 1 500 porcs par an), une baisse de 85 centimes par kilogramme représente une perte de 102 000 F sur l'année. Actuellement, très rares sont les éleveurs qui ne travaillent pas à perte, mais ça leur coûterait encore plus cher d'arrêter la production (capital improductif à rembourser au Crédit Agricole ou à la coopérative).

Alors que la crise met à mal les éleveurs, et notamment les gros éleveurs, qui ont des coûts de production en moyenne plus élevés (mais que le Crédit Agricole et les coopératives ne veulent pas voir disparaître, car leur faillite annulerait leurs dettes), les constructions de bâtiments porcins n'ont jamais

été aussi florissantes en Bretagne ! Les groupements de producteurs veulent partager la production européenne entre la Bretagne, les Pays-Bas et le Danemark, essentiellement. La France est appelée à devenir un désert porcin, hormis la Bretagne et les Pays-de-Loire. A cette concentration géographique se rajoute une concentration économique, et des gros élevages, qui s'agrandissent avec l'aide des groupements de producteurs « dynamiques » spéculent sur la disparition des petits et moyens élevages voisins.

### Dénouer le nœud du problème...

Les campagnes sont donc au bord de la guerre civile, d'autant plus que l'évolution de l'agriculture européenne rappelle un peu trop celle de la sidérurgie et de l'industrie du charbon : aide au développement d'outils jugés performants et traitement social pour la liquidation des outils jugés hors course.

Des éleveurs ont calculé que le soutien du marché à hauteur de 0,50 F le kilogramme a représenté une somme annuelle de 360 000 F pour un élevage de 450 truies, alors qu'un élevage moyen (en Bretagne, 65 truies et leurs porcelets qu'on engraisse) bénéficiait de 52 000 F sur l'année. Le duo Mitterrac-Chirand avait décidé d'en finir et de remplacer ces aides occultes par des aides directes aux producteurs... en

fonction de leur production, pour éviter la faillite des gros éleveurs libéraux. « Ces derniers doivent se débrouiller seuls avec le marché, et puisqu'ils réclament le libéralisme économique, qu'ils l'assument », dit la Confédération paysanne, qui les juge responsables de la surproduction européenne. D'autant plus que ces gros éleveurs créent des problèmes d'environnement (excédents de lisiers, dangers sanitaires) qui sont résolus par la collectivité, qui subventionne là encore le développement d'une agriculture industrielle.

Les soi-disant responsables politiques manquent de courage pour faire appliquer le principe pollueur-payeur aux rapaces de l'agro-business. Il est grand temps que les associations de défense des consommateurs et de l'environnement trouvent les moyens de faire opposition à telles aberrations qui aboutissent au phénomène des marées vertes sur le littoral et à rendre l'eau douce et les coquillages impropres à la consommation.

### La surproduction

En période de crise, la surproduction des gros élevages doit être combattue avec encore plus de vigueur. Quatre-vingts éleveurs de la Confédération paysanne d'Ille-et-Vilaine ont vidé sur la route un camion de 200 porcs provenant d'un gros élevage du Nord-

Finistère (800 truies, deux fois plus qu'un élevage moyen en Bretagne), pour ne pas en rester aux traditionnelles manifestations.

Pendant ce temps, certains défenseurs de l'environnement (de l'association « Eau et rivières de Bretagne » en particulier) font échouer des projets d'extension de grosses porcheries, pour ne pas en rester aux déclarations de bonnes intentions.

Les syndicats de salariés restent par contre un peu trop inactifs

face à une évolution qui ne les épargnera pas : la restructuration de l'agro-alimentaire se fe à dans la douleur, et les pleurnicheries auprès de Mitterrand (1) n'y changeront rien ; c'est sur le terrain qu'il faudrait agir.

J.-C. (Gr. de Rennes)

(1) Le nouveau ministre de l'Agriculture doit annoncer le 1<sup>er</sup> juin la nouvelle politique qu'entend mener les pouvoirs publics vis-à-vis de la filière porcine.

## Bretagne mise à part

En France, un peu partout, les éleveurs de porc survivant à la crise et à la désertification porcine manifestent aussi, de manière moins violente qu'en Bretagne en général. Leurs accusations sont pour les Bretons qui monopolisent la production et bénéficient, malgré tout, des aides publiques, qui ne se retrouvent pas ailleurs... où le poids des éleveurs de porc est moins fort. Mais, comme en Bretagne, deux types de discours sont avancés.

L'un, cultivant le flou artistique, est avancé par la F.N.S.E.A. et consort, réclamant de meilleurs prix ou des aides directes pour tous, sans se rendre compte que pour éviter la surproduction, il y a deux solutions :  
 • la première, c'est que la production des petits et moyens élevages se fasse laminaire au profit des gros élevages, que des prix uniformes avantagent ;  
 • la seconde, c'est que ces gros élevages disparaissent ou redeviennent moins importants.

A l'inverse, la Confédération paysanne réclame que la production des gros élevages soit redistribuée entre les petits et moyens éleveurs et partout en France. Autrement dit, il serait urgent que la production actuelle des gros élevages bretons, par exemple, soit réaffectée aux petits et moyens éleveurs du reste de la France, suite à la mise en place du quantum : volume de production par travailleur correctement rémunéré, aucun soutien au-delà pour dissuader la surproduction.

J.-C.





MAI 68

## Mai 68, mes 68, mais... 68

les premières manifs clairsemées et bon enfant buvant avec ivresse à la gargoulette de la solidarité face à la répression... tout cela fleurait bon le monôme et le chahut d'étudiants. Trois petits tours sur la scène médiatique et hop ! A quelques encablures des examens, le soufflet n'allait pas manquer de retomber car sans consistance idéologique ou de classe.

Pas question donc, pour le microcosme des pros de la guerre sociale, de se fourvoyer dans cette journée de fièvre typiquement petite-bourgeoise, pas question, pas question... Plus les jours s'égrenaient au grand sablier du temps qui passe, et plus cette position devenait difficile à tenir. Les faits étaient là, patents, qui nous renvoyaient notre suffi-

mas d'octobre 1917 ou de juillet 1936 qui s'inscrivaient en lettres d'or au fronton d'une certaine militance. Mais justement, c'était là une bonne raison pour s'atteler à ce qu'il en soit ainsi.

D'entrée de jeu cependant toutes ces « bonnes intentions » bétonnées de certitudes se heurtèrent à la réalité et se trouvèrent immédiatement en décalage complet avec une dynamique « étonnante ». Personnellement, et bien qu'à moitié convaincu du bien fondé de la démarche du gauchisme, j'avais du mal à comprendre ce qui se passait. D'où sortaient tous ces gens qui avaient brusquement quitté les rangs de l'indifférence et de la passivité pour s'activer dans tous les sens ? Où avaient-ils placé cette culture politi-

j'étais là, ballotté au gré des vagues déferlantes !

Un jour on partait cueillir des haricots verts chez des camarades paysans, afin d'alimenter les cuisines collectives qui nourrissaient (mal) les étudiants. Le lendemain, c'était des discussions à n'en plus finir de passion sur la mise en place d'une université-critique. Entre-temps, c'étaient des assemblées générales à répétition ; des nuits blanches à tirer des tacts, à parler, à s'aimer ; des petits matins à distribuer des tracts aux ouvriers de Sud-Aviation et d'ailleurs ; la course aux manifs pour un oui ou un non... Un monde nouveau était en train de naître. Nous ne savions pas trop lequel. Mais ce n'était pas important. L'important c'était... je ne l'ai comme beaucoup compris qu'après.

Quand le mouvement des occupations d'usine se fit massif, nous crûmes alors que tout allait être possible. Le pouvoir s'était liquéfié. La rue bordelaise appartenait aux manifestants. Les flics envoyés en masse à Paris brillaient par leur absence. Le pays tout entier était paralysé. C'était le moment où... Mais ! Mais le poids des appareils politiques et syndicaux, les accords de Grenelle, l'émergence d'une réaction organisée. Le peur de l'aventure révolutionnaire, l'approche des vacances, une certaine lassitude. Et surtout l'absence totale de projet et de stratégie chez la plupart des fantassins magnifiques de l'autogestion en marche !

### La vie d'avant

Et la vague commença à se retirer. L'ancienne fac de lettres se désertifiait. Le cours Pasteur, le quartier Saint-Michel, le New York, les Arts... redécouvraient la torpeur. Les derniers carrés d'enragés butaient sur le vide. Lentement mais sûrement la vie — celle d'avant — reprenait.

Sur le moment nous hurlâmes à la trahison et à la désertion. Le P.C.F., les syndicats ne nous avaient-ils pas volé la révolution pour la couler vive dans le cercueil réformiste ? Mais ne s'agissait-il vraiment que de cela ?

A l'évidence, rares étaient ceux qui étaient prêts à faire le saut dans l'aventure de la rupture révolutionnaire, à franchir le Rubicon de la guerre sociale. Dix fois, vingt fois nous aurions pu prendre la mairie, la préfecture, la télé... mais pourquoi faire ? Pour mettre quoi à la place de l'ordre ancien ? Il fallait voir les choses en face, nous n'avions rien, ou si peu, à proposer. Car nous pensions que la liberté de parole, la frénésie autogestionnaire, l'explosion de la sexualité, le tourbillon égalitaire et libertaire, la révolte contre le vieux monde engendreraient spontanément des solutions. Spontanément, tu parles !

Que pouvaient peser quelques semaines de « défoulement » face à des millénaires d'oppression et d'intériorisation de l'oppression ? Rien ! Et sur ce rien comment bâtir une alternative politique capable de rivaliser avec celle des professionnels de l'embrouille réformiste ? L'issue était fatale !

Ce qu'il aurait fallu faire et ce qu'il fallait faire, c'était soit labourer en profondeur tous les espaces de l'aliénation afin que la citadelle politique tombe d'elle-même, soit partir à l'assaut de cette citadelle. Et c'est ce que firent la plupart. Certains, les plus nombreux, désér-

tant le terrain politique pour se répandre dans les espaces infinis de la révolution au présent et au quotidien, au motif que cent mille coups d'épingle tueraient plus sûrement la bête qu'un seul coup de masse sur un centre impossible à atteindre, car se situant partout et donc nul part. D'autres, concentrant tous leurs efforts et leurs énergies sur le politique *stricto sensu*.

### La nostalgie est un long fleuve agité

Dans les années qui suivirent Mai 68, l'agitation se poursuivit. Le phénomène communautaire, le féminisme, les luttes de libération sexuelle, le « régionalisme », l'écologie, l'alternative en actes via les écoles parallèles, les crèches sauvages, les coopératives ouvrières de production, l'antipsychiatrie... tous ces mouvements sont nés du désir de changer la vie tout de suite, ici et maintenant, en l'habillant, sans attendre les lendemains du grand soir, aux couleurs vives de la liberté, de l'égalité et de l'autogestion. De la même manière, l'âge d'or du gauchisme militant (version maoïste ou trotskiste) procéda incontestablement de la prise de conscience de la nécessité d'occuper à toute force le terrain politique qui s'était fait jour à la fin des « événements ».

Ces deux dynamiques qui, de prime abord, semblent complètement contradictoires, furent toutes deux les enfants de mai, et leur drame réside tout entier dans leur impuissance à se compléter l'une l'autre. Car si toutes deux dérivèrent effectivement de cette période, aucune ne pouvait incarner à elle seule : la dynamique quotidienne boitant sur le bas-côté politique et l'activisme dérapant sans cesse sur son impuissance à s'ancrer dans le réel et le quotidien.

Et l'on connaît la suite. Les deux frères ennemis, après avoir donné de la voix ici et là : au Larzac, à Malville, à propos du Vietnam... s'enfermèrent lentement mais sûrement dans le murmure.

Terminé, il y a de cela longtemps, donc, Mai et sa progéniture ! Usés, désœuvrés, désossés, desséchés, recroquevillés, rattatinés, isolés ou envolés vers le pseudo-réalisme style *Libé*, l'apologie de la démocratie bourgeoise et l'humanisme bon teint, la plupart des soixante-huitards, condamnés à la nostalgie !

Mais tout cela est-il si étonnant ? En refusant le politique et sa dimension organisationnelle, les quotidiennistes pouvaient-ils éviter la récupération et l'émiettement ? Et en occultant le désir de changer la vie tout de suite ici et maintenant, l'activisme gauchiste pouvait-il éviter l'enfermement dans les vieux schémas léninistes ?

Ce sont de bonnes questions, mais qui malheureusement aujourd'hui encore, et ce y compris dans le mouvement libertaire, n'effleurent pas l'esprit de beaucoup.

Ah ! qui inventera les lunettes à voir les évidences ? Combien de temps faudra-t-il attendre avant que l'on comprenne que la révolution, pour être, doit être simultanément celle des choses et de la vie ? Et que ce n'est pas forcément triste. La preuve, même si nous ne sommes pas très nombreux, nous sommes encore quelques-uns à avoir encore vingt ans ! Etonnant, non ?

J.-M. RAYNAUD



Il y a vingt ans j'avais vingt ans. Vingt ans ! L'âge des balbutiements, de l'émoi, du choc avec le réel, de la peur, de l'enthousiasme, du basculement soit vers l'envol... soit vers le naufrage. Deux ans auparavant, j'avais quitté ma Charente-Maritime natale nanti d'un baccalauréat de hasard et de quelques onces de révolte. Car la répression, déjà, brutale et imbécile, pour une banale histoire de pétition contre le service militaire obligatoire lancée avec quelques copains de lycée.

Bien évidemment, ce premier flirt avec la révolte d'un petit plouc ingénu aurait pu rester sans suite, passer aux profits et pertes de la grande aventure de la vie. Mais...

Mais Bordeaux la pincée, Bordeaux la guindée, Bordeaux la bourgeoise cul-serré, sa fac de droit raide d'arrogance, de fatuité, de mépris... C'était cent fois plus qu'il n'en fallait pour raviver la petite flamme de la rébellion qui s'était allumée en moi lors de cette histoire de pétition.

Timidement tout d'abord, puis avec rage ensuite, je m'étais alors mis en quête de compagnons de feu et de cendre, et je m'étais tout naturellement retrouvé à arpenter dans tous les sens les ruelles bordelaises du gauchisme ordinaire.

Est-il besoin de le préciser, dans les années 1966-1967, ces ruelles étaient encore moins fréquentées qu'aujourd'hui : quelques forçats austères, clandestins en diable de la future « Lutte ouvrière » ; trois pelés de lambertistes bestiaux surfant sur des magouilles d'enfer ; quatre tondu d'anars ronronnant au soleil languissant du souvenir ; une poignée de barbus nostalgiques des grandes luttes contre la guerre d'Algérie ramant sur la galère U.N.E.F... Le tour du petit monde bordelais de la révolution était vite fait. La révolution, allons donc ! Même ceux qui s'en réclamaient n'y croyaient guère. Car le monument de Gaulle. Le garde-fou P.C.F. La société de consommation chloroformée. La quasi-absence de chômage... C'est peu dire que la situation politique, économique et sociale semblait bloquée !

### Il était une fois la révolution

Quand les premières rides commencèrent à troubler la surface du lagon étudiant personne ou presque, et en tout cas aucun révolutionnaire patenté, n'en perçut l'importance.

Des amphis comblés où l'on venait le soir pour parler de non-directivité ; des critiques en rafales à propos de l'organisation de l'université et de sa fonction sociale ; l'occupation du village II à Talence, pour protester, comme à Paris quinze jours avant, contre l'interdiction faite aux étudiantes de recevoir des garçons après 22 heures ;

sance au visage. Car les manifs ne cessaient de s'enfler. Les rues du centre ville s'emplissaient chaque jour un peu plus de lacrymos. Les pavés n'arrêtaient pas de danser la farandole... Bref, il devenait impossible de rester spectateur plus longtemps. Il fallait y aller.

Certes, l'effervescence multiforme de ce printemps 1968 n'entraînait pas vraiment dans les sché-

que qui ne cessait de parler, d'afficher, de ronéoter, de proclamer et de déclamer ? Comment faisaient-ils pour s'organiser aussi richement au plan de la démocratie et d'une certaine efficacité alors qu'aucune organisation révolutionnaire n'était là pour imprimer sa marque ? Pourquoi tout allait-il si vite ? Quelle était cette folie qui débordait d'énergie, de paroles, de chaleur, d'enthousiasme ? Je ne savais ! Et

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.



MAI 68

# Interview de Gilles Denigot

**De la Gauche prolétarienne au syndicat des dockers à Saint-Nazaire : le parcours et les réflexions d'un militant du mouvement ouvrier, Gilles Denigot, interviewé par Radio-Libertaire.**

Le comité de rédaction

— Gilles Denigot : J'avais 20 ans en 1968. Je suis fils d'une famille de paysans et d'ouvriers ; j'ai quitté l'école à 13 ans et demi pour commencer un apprentissage à Saint-Nazaire dans un métier qui ne produit pas beaucoup de militants révolutionnaires, la boucherie. J'ai été beaucoup influencé par un homme qui est devenu mon beau-père en 1967, Jules Godot (1), militant d'une grande expérience politique et syndicale, ouvrier des « Chantiers de l'Atlantique » ; il n'essayait pas de m'imposer ses idées et ses analyses, mais m'encourageait à faire ma propre expérience.

— Radio-Libertaire : Comment as-tu vécu Mai 68 ?

— G.D. : J'ai arrêté de bosser, je ne m'intéressais plus qu'à ce qui se passait autour de moi et n'ai pas cessé depuis. J'ai participé à de nombreuses réunions sur la région parisienne ou ici, à Saint-Nazaire ; je me souviens notamment d'un débat très intéressant sur la plage, avec Cohn-Bendit, des lycéens, des étudiants et quelques ouvriers.

Par l'intermédiaire de copains, j'ai été contacté par un mouvement d'extrême gauche qui nous paraissait le plus remuant à l'époque, la Gauche prolétarienne (2). J'avais en moi un grand besoin de changer les choses, de connaître d'autres gens, de comprendre comment fonctionne la vie, individuelle ou en société.

— R.-L. : Qu'as-tu fait après Mai 68 ?

— G.D. : Jusqu'en 1971, j'ai continué à travailler dans le secteur de la viande, sur la région parisienne, avec quelques passages sur Saint-Nazaire ; Mai 68 continuait pour moi, j'ai participé à de nombreux débats et manifestations. Il y a eu une confrontation permanente entre ce que j'étudiais à travers les écrits et la pensée de Godot, et ce que disaient tous ces intellectuels, meneurs du mouvement maoïste.

Par les études que je menais parallèlement avec les G.S.E.D. (3) de Saint-Nazaire et de Marseille, je me suis rendu compte que les mouvements d'extrême gauche, à quelques variantes près, n'étaient pour une majorité qu'une copie du parti communiste dans leur fonctionnement, leurs analyses et leurs propositions de changement de société.

Je suis resté une année dans la Gauche prolétarienne pour combattre ce mouvement. Ils tentaient d'entraîner une frange des jeunes ouvriers radicalisés, notamment à Penhoët, dans la création de comités de lutte d'atelier ; mais nous n'étions à la limite que des marionnettes, ceux qui tiraient les ficelles étaient les meneurs politiques, tous ces intellectuels qui pesaient lourd sans jamais trop apparaître. Cette manœuvre conduisait à marginaliser des ouvriers, qui finissaient par perdre leur emploi. A Saint-Nazaire on a réussi, y compris avec certains établis (4), à devenir, avec d'autres à Renault, les premiers

dissidents de la Gauche prolétarienne.

Je me souviens avoir fait une intervention en 1973 devant 500 membres de l'Union nationale des comités d'atelier disant : « Attention, ne vous laissez pas entraîner n'importe où, il faut voir qui tire les ficelles... » ; cela m'a valu des réactions qui n'ont rien à envier aux répliques stalinienne !

— R.-L. : A quoi attribues-tu ta lucidité sur ces pratiques ?

— G.D. : Je pense qu'à mesure que je travaillais avec les G.S.E.D., je rejetais plus facilement ces gens avides de pouvoir qu'il fallait combattre. En 1974, avec Pastor, j'ai contribué à recueillir les témoignages de nombreux établis, de qui nous disions : « On envoie les intellectuels à l'usine, comme on amène la vache au taureau ». On a réalisé un bouquin, *En retard d'une révolution*, avec cette matière, dans lequel Pastor expliquait aussi le fonctionnement et l'analyse du parti communiste, démontrant les analogies avec l'extrême gauche (5).

— R.-L. : C'est grâce à Mai 68 que tu as fait toutes ces rencontres ?

— G.D. : J'ai été confronté à des hommes — Godot, Pastor —,

— G.D. : Une bonne partie de ces intellectuels qui venaient à l'usine sont retournés à leurs chères études, sont rentrés dans le rang, bien sages. Ils ont créés des illusions chez les jeunes ouvriers qui, pour certains, ont complètement « disjoncté », je connais beaucoup de cas de suicides ; quand on sort de l'école à 14 ans, on ne peut imiter les meneurs qui retournaient sur les bancs de l'université ou dans l'Education nationale !

Je m'intéresse plutôt à ceux qui ont conservé une démarche intéressante dans le monde du travail ; je pense que dans l'entreprise ou tu travailles tu dois t'organiser avec tes compagnons de travail pour te défendre, progresser, et plus si possible, et cela ça dépend des autres.

Depuis 1971, je travaille sur le port de Saint-Nazaire, où je suis responsable du syndicat des dockers. Il y a des assemblées générales régulières ; on fonctionne différemment de tout ce qu'est la structure verticale dans le syndicalisme, tout ce qui contribue à son déperissement et son suicide, non seulement le type d'organisation, mais le contenu des propositions.

pond à la réalité et aux besoins c'est l'organisation syndicale ; ce qui compte c'est que les gens aient un fonctionnement démocratique, décident du contenu et des actions à réaliser.

— R.-L. : Mai 68, pour toi, n'a pas été une rupture, mais un point fort dans ton itinéraire ?

— G.D. : Les idées que j'avais en Mai 68, après Mai 68, sont confrontées à la réalité, aux contradictions d'aujourd'hui, parfois difficiles à vivre ; j'ai une conception du droit du travail différente du vocabulaire officiel des organisations syndicales et politiques.

On vit dans une société où la machine remplace de plus en plus l'homme et il faut trouver les moyens collectivement pour que ce soit le plein revenu qui soit revendiqué, avec ou sans travail. On considère souvent la crise en mesurant le nombre de chômeurs ; ça voudrait dire que la société d'aujourd'hui, avec trois millions de chômeurs, est moins riche qu'au début du siècle ! Il y a toute une pensée, une philosophie syndicale qui est dépassée ; des hommes comme Godot et Pastor m'ont ouvert les yeux sur cette question ; en fait il y a des moyens performants pour améliorer la production. Pour décharger un navire, par exemple, il fallait des dizaines de journées avec des centaines d'hommes, tout se faisait avec les bras ; maintenant il y a un système moderne de manutention.

Au début de la mécanisation de l'agriculture, l'industrie récupérait les éjectés de l'agriculture ; ensuite le tertiaire récupérait les éjectés de l'industrie ; c'est l'A.N.P.E. qui récupère aujourd'hui les éjectés du tertiaire !

Voilà le processus actuel du développement que les syndicats n'analysent pas car ils ne sont pas majeurs dans leur décision, inféodés à des partis politiques, ce qui leur fait tourner le dos aux possibilités d'un changement réel.

Avec des copains, j'ai participé à un livre, *Travailler 2 heures par jour*, qui devrait alimenter les débats dans les entreprises et ailleurs ; mais on continue à revendiquer le plein emploi sans se poser la question : pour faire quoi, vendre à qui ? Les magasins regorgent de marchandises, il y a pratiquement trop de tout, avec un déséquilibre au niveau mondial. Ça enferme les travailleurs à accepter n'importe quel emploi, la finalité de la production n'est jamais débattue : il arrive de revendiquer l'emploi dans la fabrication d'armements, le nucléaire...

De même dans les services publics il faudrait développer les « grèves de gratuité » (6).

Nombreux sont ceux qui n'osent pas voler contre le vent et vont dans le sens du courant, proposant les mêmes choses qu'en 1936, alors que la société a évolué.

— R.-L. : A t'entendre, j'ai l'impression qu'en Mai 68, plus que les barricades, ce qui était important c'était les rencontres, les échanges, qui manquent terriblement aujourd'hui dans les organisations syndicales.

— G.D. : Absolument. Actuellement, il n'y a pas d'interrogation dans la société ; chacun essaie de s'intégrer pour trouver un travail, fait une démarche individuelle, sans réflexion collective. Dans un



mouvement comme Mai 68, le terrain était tout à fait fécond pour qu'il y ait débat, que toutes les idées soient étudiées ; si cela arrive à nouveau, il faudra encore affronter les « retardataires », assoiffés de pouvoir et qui empêchent le débat.

J'ai regardé à la télévision l'émission faite par Cohn-Bendit sur Mai 68. Un fait « curieux » : son frère Gaby, qui est de Saint-Nazaire, m'avait dit que je serai contacté pour donner mon opinion ; j'avais posé mes conditions en disant : « Ne comptez pas sur moi pour ne rien dire... ». Ils ont dû « oublier » de passer me voir, pourtant ils sont venus à Saint-Nazaire ! Je pense qu'une telle émission est une entorse à la vérité ; ils voulaient imposer la ligne de la résignation, il n'y a plus rien à faire, il faut rentrer dans le rang des institutions, écologistes ou autres. Je dis qu'on ne peut couper en morceaux les problèmes de la société ; il y a le problème écologique, le problème de la paix, le problème de l'emploi... Mai 68 posait tous les problèmes ensemble, avec un débat permanent.

Aujourd'hui, les problèmes sont posés séparément et mal posés. On ne peut être un militant qui veut une société anti-autoritaire, non hiérarchisée, l'égalité économique sans être un militant écologiste, un pacifiste... Arriver aujourd'hui à une société viable écologiquement passe par une transformation radicale du système économique ; les leaders du mouvement écologique me font penser à beaucoup de responsables de Mai 68 : ils ont un petit pouvoir, se font mousser et s'en tiennent là ; pour le reste, il y a des spécialistes, spécialistes de la politique, de ceci, de cela.

Non, on vit tous dans la même société, on doit aborder tous les problèmes, chacun avec ses connaissances particulières dans le milieu où il est, mais il faut additionner les choses, les regrouper et les présenter globalement.

— R.-L. : A bas les spécialistes...

## NOTES

(1) La vie exceptionnelle de Jules Godot est retracée dans quelques brochures de l'histoire locale nazairienne.

(2) Mouvement maoïste créé peu après Mai 68, notamment par Geismar.

(3) Groupes socialistes pour l'économie distributive, animés notamment à l'époque par Pastor, C. Lorient...

(4) Intellectuels « allant au peuple » en allant travailler en usine.

(5) Les maisons d'édition, y compris Maspéro, refusèrent de le publier, reprochant le contenu ; une brochure a été réalisée qu'on peut encore se procurer en nous contactant.

(6) Services gratuits offerts aux usagers.



des analyses — l'économie distributive — qui avaient beaucoup d'intérêt et de sens pratique que toutes les idées répandues dans l'extrême gauche. En fait tout cela existait bien avant, mais Mai 68 a provoqué chez moi un éveil, un déclic.

Ce que je regrette c'est qu'il n'y ait pas davantage de Mai 68 ; là il y a un bouillonnement d'idées dont il faut tirer les enseignements. Les étudiants font souvent au niveau des idées, des grandes propositions, mais dans les capacités à faire le changement d'économie indispensable à tout changement de société, ça ne peut se faire sans le mouvement ouvrier.

— R.-L. : Ce qui est dommage, c'est que quelques années après Mai 68, les gens restent dans leur coin, n'ont plus de contacts.

Notre vue n'est pas seulement locale pour Saint-Nazaire, mais est aussi nationale et internationale ; il y a de nombreux contacts avec les dockers étrangers qui s'affrontent comme nous aux multinationales du transport, très puissantes croyez-moi !

— R.-L. : Est-ce que l'outil syndical peut être un moyen pour faire évoluer les individus ?

— G.D. : Ou bien tu restes dans ton coin et tu fais de la théorie, tu écris des textes, ou bien ce qui compte là où tu te trouves c'est que les gens s'associent ; sur le port c'est l'organisation syndicale ; à la limite je dirais que les gens s'associent comme ils veulent, le vieux débat « en dehors ou en dedans des syndicats ? » est un faux problème. Pour nous ici, la forme d'organisation qui corres-

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.



ROUEN

## Congrès de la Fédération anarchiste

Le 44<sup>e</sup> congrès de la Fédération anarchiste se tint à Rouen du 21 au 23 mai 1988, dans une magnifique salle de la Halle aux toiles, près du cœur de la vieille ville. Très bien organisé par le groupe local (que l'on peut féliciter pour son efficacité) il permit, comme chaque année, à quelque cinquante groupes et liaisons et à des individus de toute la France de se rencontrer pour faire le point.

Un congrès de la Fédération anarchiste est le lieu où des compagnons dispersés, parfois isolés, peuvent se retremper dans une atmosphère qui se doit d'être fraternelle et, néanmoins, de travail. Car c'est également le pivot de tout notre système d'organisation fédéraliste : là sont étudiés les rapports annuels des secrétariats, là sont confrontées les analyses et les activités des différents groupes et individus composant la fédération, là sont prises les grandes décisions et choisis les axes de lutte pour l'année à venir.

Tout en étant préparé, dans le bulletin intérieur, par des rapports et des textes, rien n'est décidé d'avance dans un congrès de la Fédération anarchiste (contrairement à bien d'autres organisations, politiques ou syndicales) et c'est vraiment l'ensemble des compagnons présents qui détermine l'orientation générale de notre organisation.

Cette année, outre l'aspect administratif et traditionnel de l'examen du fonctionnement et de la gestion de chaque secrétariat, la nomination de nouveaux responsables et la détermination de leur mandat pour l'exercice prochain, les congressistes devaient se pencher sur quatre thèmes principaux :

1. Analyse de la situation politique et sociale française ;
2. Analyse des axes d'intervention et de lutte de l'organisation ;
3. Internationale des fédérations anarchistes et relations avec d'autres organisations ;

4. Considérations et réflexions sur l'état actuel de l'organisation.

Malgré le travail effectué par les commissions concernées, regroupant des représentants de divers groupes, tous les points de l'ordre du jour n'ont pu donner lieu à une motion d'orientation de la Fédération anarchiste. Cela, sans nul doute, résultant d'une préparation insuffisante du congrès, ne permettant pas d'élaborer la nécessaire synthèse. Tout en se rejoignant sur

le fond, différentes pratiques ont pu se confronter à cette occasion, preuve de la richesse d'expression de notre organisation.

Des positions unanimes ont été adoptées sur des points tels que la réaction face au consensus politique, la prison, la solidarité à apporter à des camarades emprisonnés ou la volonté de collaborer avec l'ensemble des composantes syndicales espagnoles se réclamant des

principes et de la pratique de l'anarcho-syndicalisme (lire ci-contre les diverses motions). En revanche, d'autres n'ont pu être dégagées, laissant ainsi toute latitude aux groupes et individus pour mener selon leur analyse les luttes en question, incitant à poursuivre le débat tout au cours de l'année dans les diverses instances de la Fédération anarchiste.

Si une discussion a suscité l'intérêt de l'ensemble de la Fédération anarchiste, c'est bien celle à propos du constat de développement de notre mouvement. Constat sérieux et quelquefois sévère, mettant en parallèle l'accroissement important des œuvres de groupes (locaux, revues, etc.) et fédérales (librairie, imprimerie, radio, hebdomadaire) et la crise du militantisme (crise de militantisme ou militantisme de crise ?) qui atteint toutes les organisations. D'autre part, l'intérêt que nos positions et analyses recueillent ne se traduit pas forcément par un renforcement de l'organisation, parce que nous n'arrivons pas toujours à transformer l'approbation partielle ou générale de nos idées en éléments de transformation de la société actuelle.

Des raisons externes peuvent être évoquées, mais il s'agit bien plutôt d'examiner avec lucidité les défauts de notre fédération et d'y remédier. Les enjeux essentiels pour un développement, tant quantitatif que qualitatif, de l'anarchisme portent en effet sur la formation ; l'élaboration de propositions révolutionnaires pour construire l'anarchie ; l'intervention plus effective dans les luttes des militants, groupes et de l'organisation ; et l'affirmation du fédéralisme interne à la Fédération anarchiste.

La mise en place, à l'heure de la faillite des idéologies et de la constitution d'un consensus de type social-démocrate, d'une dynamique de développement de l'organisation des anarchistes pour offrir une alternative crédible à l'ensemble de la population est primordiale. Les congressistes en furent conscients et ont commencé à se donner les moyens de cette ambition, persuadés de se trouver à une époque charnière.

P. B.

### Motion « Prisons »

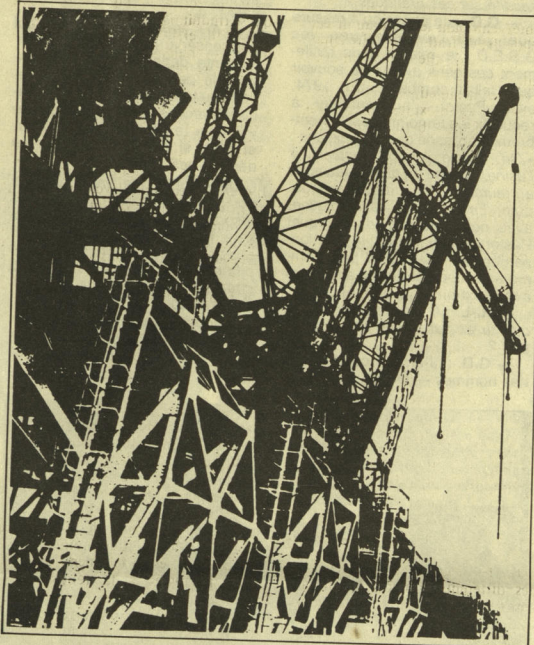
Nous, anarchistes, luttons pour une société sans classe ni Etat, donc sans prison.

Nous dénonçons toute légitimité à la justice de classe et contestons cette société qui gère ses déviances politiques, économiques et sociales, sur le mode unique de l'exclusion et de l'enfermement.

En conséquence, la Fédération anarchiste entend soutenir la lutte des prisonniers, notamment pour l'amélioration de leurs conditions de détention, sans perdre de vue que c'est la prison et la société qui l'engendrent qui sont à détruire.

Si la Fédération anarchiste reconnaît l'existence de prisonniers politiques, elle se refuse cependant à soutenir les revendications visant à l'obtention d'un statut particulier pour ces prisonniers, estimant que celle-ci ne peut qu'accroître les divisions dans les luttes au bénéfice unique de l'institution pénitentiaire.

Fédération anarchiste



### Radio-Libertaire Rouen ?

« Et si Radio-Libertaire faisait des petits ? », c'est le problème que se sont posés les animateurs de Radio-Libertaire et les militants du groupe de Rouen de la Fédération anarchiste. Après de nombreux débats pour étayer le projet, l'opportunité d'une radio sur Rouen est apparue.

Une telle radio peut amener une nouvelle assise des anarchistes sur la ville. Et l'utilisation d'un nouveau média, alors que les journaux subissent une certaine crise, pour propager les idées libertaires et faire connaître les cultures alternatives, ne peut qu'être positif.

Au moment où la C.N.C.L. vit ses dernières heures, il semble que ce soit le moment ou jamais de monter cette radio. Seulement tout n'est pas joué. Le projet se trouve ralenti par les problèmes classiques de fric et de local. Monter une radio qu'on voudrait de qualité ne se fait pas en quelques semaines et l'argent ne se trouve pas comme ça. Pour monter cette radio, pour le moment, il nous manque donc de l'argent... Une souscription est ouverte. Envoyez vos dons ou vos prêts à la librairie du Monde libertaire, qui transmettra (1).

J.-P. L. (Gr. de Rouen)

(1) Chèques à l'ordre de D.M.C., avec la mention pour Radio-Libertaire Rouen au dos.

### MOTION

## Réponse au consensus

En 1981, l'objectif des socialistes était de casser le gaullisme en France, c'est-à-dire qu'ils voulaient introduire l'alternance comme mode de gestion.

En 1988, on assiste à l'édification d'un glaci social-démocrate, de type américain ou allemand, où l'alternance s'effectuerait en son sein.

A côté de cette composante essentielle de la vie politique, émerge une extrême droite envahissante. Ses thèmes vont jusqu'à aimanter une partie de la droite traditionnelle.

A gauche des sociaux-démocrates, des groupes mori-

bonds ont tendance à perdre toute influence.

En outre, force est de constater que le tissu social est en complète déliquescence. En effet, toute notion de solidarité qui pouvait garantir le ciment entre les individus disparaît.

Malgré ce tableau très sombre, la passivité ne règne pas totalement. Des luttes en témoignent, comme les revendications salariales uniformes (1 500 F d'augmentation pour tout le monde), les luttes anticolonialistes... Même si cela reste marginal, c'est à notre avis le levier par lequel on pourra briser le consensus social.

Il faut tirer de la situation politique la nécessité de coupler la lutte antifasciste avec un réinvestissement dans le tissu social.

C'est la garantie de résultats probants à condition de ne pas retomber dans les errements du passé : il convient que les acteurs sociaux se prennent en main eux-mêmes.

Quelles sont ces luttes sociales ?

Elles s'inscrivent dans le combat des immigrés, des chômeurs et des précaires, des locataires, des jeunes scolarisés, des peuples colonisés... L'objectif est de créer une autre forme de solidarité fondée sur les communautés d'intérêt.

La situation actuelle est la sanction de l'électoratisme. Les anarchistes se doivent de tout mettre en œuvre pour développer la solidarité à travers les luttes :

- pas un tract, pas une affiche fasciste dans nos quartiers ;
- boycott des commerçants racistes ;
- création et participation à des comités antifascistes (sans faire abstraction de notre spécificité anarchiste), des comités de chômeurs et de précaires, de locataires ;
- popularisation et soutien des luttes des salariés pour l'augmentation uniforme des salaires et la réduction massive du temps de travail.

En bref, toutes les luttes qui pourront mettre à bas le consensus.

Fédération anarchiste

### Texte de soutien à Mario Ines Torres

Mario Ines Torres a été extradé de Finlande vers l'Espagne le 22 mars 1988 et, depuis, il est détenu à la prison d'Alcala de Méco. Il est évident que les faits reprochés à Mario sont un prétexte visant son action de militant libertaire et antifranquiste tant en Espagne qu'en France.

L'acharnement des autorités espagnoles, la complicité de l'Etat finlandais montrent clairement la complicité et la connivence qui existent au niveau international entre les Etats et leurs polices.

On constate, une fois de plus, que la répression étatique sait être internationale quand il s'agit de briser un individu qui s'attaque au consensus social-démocrate sur des bases libertaires.

La Fédération anarchiste, dans son 44<sup>e</sup> Congrès, réaffirmant sa tradition de solidarité internationale, appelle au soutien de ce compagnon persécuté, ainsi qu'elle l'a toujours fait quand la machine étatique bafoue les principes les plus élémentaires des droits de l'homme...

Fédération anarchiste

### Motion Relations internationales

La Fédération anarchiste réaffirme sa volonté de collaboration avec l'ensemble des composantes syndicales espagnoles se réclamant des principes et de la pratique de l'anarcho-syndicalisme (tels qu'ils ont été définis dans la motion du congrès de Toulouse en 1984) ainsi que sa solidarité active envers tous travailleurs victimes de la répression étatique et patronale.

La Fédération anarchiste tient aussi à souligner comment, conformément à tout véritable internationalisme, elle n'entend d'aucune manière prendre partie dans les affaires internes des camarades espagnols. Elle donne donc mandat au Relations internationales de veiller à ce que les prises de position ou les participations publiques de la Fédération anarchiste ne soient pas utilisées à des fins partisans par l'une ou l'autre des deux C.N.T.

Les Relations internationales gardent toutefois la possibilité d'intervenir selon les circonstances, soit pour recueillir les informations soit pour d'autres cas particuliers, dans le cadre de leur mandat ordinaire.

Fédération anarchiste



REVUE DE PRESSE

• « Industrial Worker » (I.W.W.) numéro d'avril 1988, Etats-Unis. Au sommaire : les I.W.W. et la Louisiane, histoire d'une lutte dans les confédérations du Sud ; chômage ; I.W.W. et paysannerie ; lutte syndicale en Géorgie ; Chili ; essais nucléaires dans le Nevada.

• « Black-Flag » (« Black Cross ») n° 181, Grande-Bretagne. Au sommaire : syndicalisme dans l'industrie du charbon et des ferries ; raid en R.F.A., par la police, contre des féministes ; quatters ; Australie : 200 ans d'extermination ; nouvelles du Danemark ; nouvelles du Japon ; nouvelles du Koweït ; nouvelles des prisons ; Etat ; sécurité pour le profit privé ; les partisans anarchistes en Italie ; entraide ; U.R.S.S...

Espagne : antimilitarisme

Le mouvement antimilitariste semble être particulièrement actif, à l'heure actuelle, en Espagne. Nous avons décidé de vous parler de deux actions en particulier, dont nous avons eu l'écho récemment à travers les infos que nous envoiwe l'agence de presse alternative « A.N.A. ».

Ainsi donc, le samedi 23 avril, quarante objecteurs et antimilitaristes parcoururent les rues de Zumarraga, criant des slogans contre l'armée et la police. Ces quarante personnes s'armèrent de divers ustensiles de cuisine, de brosses, d'éponges et de boîtes de bières remplies de pierres, créant ainsi une « musique » infernale dans les rues de la ville. A 13 h 30, elles se dirigèrent vers la gare de chemin de fer (la R.E.N.F.E.), les plus allégres peintures furent faites et les voies ferrées furent entrecroisées de rails, de troncs d'arbre, etc. Pendant qu'un train au départ était peint par nos joyeux manifestants, un autre se vit passer aux diverses brosses à reluire, éponges, etc.

Naturellement la cavalerie ne tarda pas à arriver, donnant 15 minutes aux « ménagères » pour déguerpir. Les forces de l'ordre ne laissèrent pas manifester à travers les voies, mais certains des antimilitaristes encore présents se couchèrent sur les voies en criant : « Policiers et militaires, parasites sociaux ». Une personne ayant filmé toute la scène réussit à s'enfuir, après avoir été cernée par la police, mais d'autres se virent confisquer leurs matériels et leurs photos. La police basque continua à poursuivre les jeunes encore un certain temps à travers les rues de Zumarraga.

Le vendredi 29 avril, ce fut au tour de la gare de Barna-Sants, à Barcelone, de se retrouver « cernée » par une centaine d'objecteurs en signe de protestation. Là encore, des affiches furent collées, de la peinture fut répandue dans la gare (la R.E.N.F.E. prétend accueillir des objecteurs accomplissant la « prestation sociale »). Une compagnie « anti-désordre » les attendaient à l'intérieur, et un compagnon fut traîné par terre jusqu'à un bureau voisin. Les manifestants se rassemblèrent autour pour empêcher la détention ; un autre objecteur fut arrêté. Ce dernier fut libéré le jour suivant à 19 heures. D'autres actions du même genre eurent lieu dans d'autres villes.

D'après « Agencia de Noticias Alternativa »

« COLLEGAMENTI-WOBBLY »

Indications pour l'usage

COLLEGAMENTI est, à sa naissance en 1974, le bulletin ronéoté du groupe milanais C.C.R.A.P. (Centre communiste de recherches sur l'autonomie prolétaire). De 1974 à 1976, il est essentiellement un outil de travail local pour tout un milieu de camarades présents dans les collectifs d'usine ou de quartier. Il a pour but de fournir des analyses critiques et des informations sur les luttes auxquelles ces camarades participent, d'intervenir dans le débat au niveau de la ville, de traduire et faire circuler des textes théoriques intéressants.

En fait, le bulletin cherche à donner un moyen d'expression au courant consilliste-libertaire du mouvement milanais, courant minoritaire du point de vue numérique mais présent dans bon nombre des luttes les plus importantes de cette période.

« Anarcho-syndicalisme réel »

Il s'agit du courant qu'on a défini en Italie comme « anarcho-syndicalisme réel », pour le différencier des diverses tentatives de ressusciter les modèles du passé le courant qui vise à construire son identité à partir du conflit social et à se situer par rapport aux luttes qui prennent forme concrètement. D'un point de vue plus général, les références historiques sont les suivantes : les expériences anarcho-syndicalistes (italiennes et espagnoles notamment), l'« industrialisme » (I.W.W. aux Etats-Unis), le consillisme allemand et italien, le soviétisme.

En 1976, grâce au renforcement des différents contacts au niveau national, il est possible de passer au stade d'une revue imprimée : Collegamenti per l'organizzazione diretta di classe, avec une rédaction nationale à Florence et des rédactions locales à Milan, Reggio Emilia, Rome, Naples, Pérouse et Turin.

La revue, dont il sortira huit numéros entre 1977 et 1980, tout en poursuivant le travail développé dans le précédent bulletin, prend en charge la bataille politique contre

l'évolution insurrectionnaliste et/ou marginaliste de larges couches du mouvement, se faisant défenseur de la centralité des luttes de base, en premier lieu sur le terrain de la production. Le débat sur le mouvement de 1977 permettra de dépasser la position « usiniste » initiale et d'enrichir le terrain de la discussion et de la confrontation d'idées.

Collegamenti, comme une grande partie de la presse militante, se ressent de la crise de l'après-1978, ce qui se traduit par un échec économique et un effilochelement progressif du tissu rédactionnel. Après le numéro 8 (1980), seuls des cahiers à caractère historico-théorique paraissent, ainsi que le compte rendu d'une rencontre organisée autour des luttes du secteur public.

En 1981, paraît à Milan la feuille de lutte des travailleurs précaires Wobbly, liée au développement d'un nouveau type de luttes parmi les chômeurs, les travailleurs précaires de l'école et les contractuels de diverses administrations.

« Collegamenti-Wobbly »

Entre 1981 et 1983, sept numéros de Wobbly paraissent : il n'a qu'une diffusion locale, mais il commence à être connu au niveau national. A l'automne de 1983, les camarades de Wobbly ressentent le besoin de se doter d'un instrument de réflexion plus consistant. Collegamenti-Wobbly naît donc comme une tentative de synthèse de deux expériences, grâce à la collaboration d'une partie de la vieille rédaction nationale de Collegamenti et d'un certain nombre de camarades, essentiellement milanais, intéressés à la reprise du débat.

Treize numéros sont sortis depuis 1983. Pendant toutes ces années, la revue a tenté de définir des méthodes de travail, des axes de recherche adaptés à son but, des catégories interprétatives à mettre en œuvre, notamment celle d'excès et de discontinuité.

Par excès, on entend, au sens large, le fait qu'un mouvement de lutte réel excède toujours les causes

qui l'ont déterminé et, s'agissant de la situation spécifique des années 80, que toute une série de luttes doivent leur force et leur caractère incisif précisément au fait de prendre au sérieux les promesses de l'Etat ou des patrons et d'en dévoiler, en prenant forme, le caractère idéologique et inapplicable.

Sous le terme de discontinuité, on désigne le phénomène complexe de fuite en avant des revendications qui, en s'opposant à la logique de la compatibilité entre objectifs spécifiques et intérêts « généraux » (de la société, du mouvement ouvrier, etc.), déclenche des dynamiques conflictuelles qui semblaient impensables. Naturellement, ces deux catégories interagissent avec un patrimoine théorique et politique précis, qui n'est pas nié mais qui peut trouver à s'enrichir et à se concrétiser.

Nous faisons ici référence à l'attention portée au conflit social dans ses formes les plus radicales, aux processus d'auto-organisation de classe, à la critique pratique et théorique des syndicats et des partis, tous thèmes fondateurs de l'expérience de la revue.

Collegamenti a tenté de pénétrer la complexité et la richesse de l'expérience des « cobas » à partir du numéro 19 (printemps 1987) avec une interview traitant de la lutte des dockers du port de Gênes, une autre du contrat de l'enseignement, une enfin des cultures politiques des organismes de base prenant naissance chez les enseignants.

Le fil du discours est repris à l'automne, à une phase plus avancée du mouvement, dans le numéro 20 où, à côté de trois articles sur la situation chez les enseignants qui expriment des points de vue partiellement différents, il est question de la situation dans les chemins de fer où les conducteurs mènent des grèves importantes, et les postes.

Dans le numéro 20 toujours, l'éditorial se propose de fournir des critères interprétatifs plus généraux pour mieux comprendre le caractère des mouvements en cours ; il en soumet cinq :

- localisation dans l'espace et dans le temps ;
- secteurs sociaux impliqués ;
- contenus revendicatifs ;
- type d'action menée ;
- morphologie interne.

De la discussion qui suit, il ressort qu'il est nécessaire d'approfondir la morphogénèse des mouvements, leur rapport avec la mémoire historique, leurs limites, etc.

Le numéro 21 (printemps 1988) approfondit le travail d'enquête non seulement en s'attachant au débat interne aux « cobas » de l'enseignement, mais aussi à son rapport avec le problème plus général de la formation. Suit une reconstruction de la lutte des travailleurs des transports urbains de Turin et de leur « cobas ».

Mais, dans ces trois numéros, l'intérêt pour les « cobas » n'épuise pas le travail de recherche : dans le numéro 19, il est question du contrat de la chimie et de celui des télécommunications ; dans le numéro 21, la question de l'automatisation est abordée de façon générale, ainsi que, par le biais d'interviews, celles de la résistance ouvrière à Fiat et de la lutte dans une boîte d'informatique.

L'attention portée à ce qui se passe au niveau international explique la publication d'articles sur les luttes des étudiants et des cheminots en France et des ouvriers de Corée. La publication d'autres articles sur la transformation de la culture des jeunes générations urbaines, sur la spécificité de la sensibilité féminine dans le cadre du travail et des mouvements, etc., s'inscrit dans la recherche d'une meilleure compréhension des mouvements.

D'un point de vue historique, un travail de recherche est amorcé, qui permet de reconstruire le rapport entre la tradition anarchiste et socialiste de la classe ouvrière de la région de Biella et les luttes des I.W.W. à Paterson, où un anarchisme social, peu connu mais pas pour autant moins important, est source d'identité pour des millions de prolétaires émigrés.

C. S.

ÉTATS-UNIS

Pour en finir avec les essais nucléaires

Nous vous avons parlé, lors d'un précédent article, des mouvements de protestation s'opposant aux essais nucléaires dans le Nevada (Etats-Unis). Des manifestations et des rassemblements ont eu récemment lieu. En voici l'information donnée dans Industrial Worker, journal des I.W.W.

Relations internationales

Le nombre de « résistants civils » présents au site d'essais nucléaires dans le Nevada (désert) était de 1 663, d'après la presse, et augmenta de jour en jour étant donné la durée de la campagne d'action directe (sans intermédiaire) qui devait durer dix jours durant pour que le Nevada ne soit plus le lieu de ces essais. Seize personnes furent arrêtées ou inculpées. La lutte se débloqua le samedi 12 mars avec un rallye drainant 6 000 personnes vers l'entrée principale du site.

De nombreux orateurs prirent la parole, puis beaucoup se couchèrent autour des barbelés, réclamant que le sol leur soit rendu, en s'appuyant notamment sur l'accord de membres de tribus indiennes, « Western Shoshone Nation », ayant bien entendu des droits sur leur terre, d'après le traité Ruby Valley signé par le gouvernement américain. On pouvait voir des

manifestants poursuivis sur des kilomètres, à travers le désert et les montagnes, par des hélicoptères et autres engins spéciaux.

Certains de ces manifestants atteignirent le service du département à l'Energie, dans la ville de Mercury, à six kilomètres de là, où seuls des scientifiques et des employés du sexe masculin vivent et travaillent. Les manifestants furent ligotés par les poignets et on sépara les deux sexes, tout en les « plaçant » dans une trentaine d'autocars qui les « livrèrent », à plus de 160 kilomètres de là, dans les rues de la ville isolée de Tonapah. Ceux qui essayèrent de suivre les autocars

se trouvèrent matraqués par les forces de police locales.

Le mardi, 600 participants se trouvaient encore dans les environs du camp. Des actions directes étaient attendues durant la semaine, ainsi que des arrestations.

Beaucoup de « wobblies » jeunes et vieux étaient là, s'organisant pour le « Grand Syndicat » (One Big Union) et participant aux diverses actions pour le changement social. Plus de 1 000 exemplaires de Industrial Worker furent diffusés en une journée, et la section de Denver-Boulder déploya ses banderoles rouges et noires.

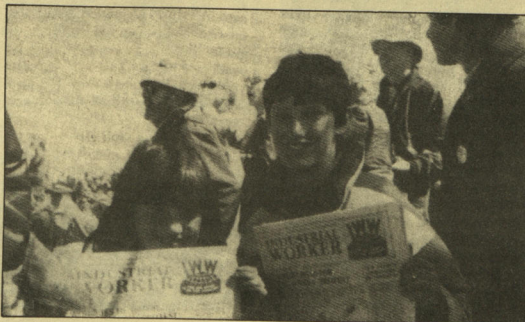
Le 8 mai dernier, la campagne pour la fin de la course aux armements et des essais nucléaires se déroulait en divers endroits : au site du Nevada, au Cap Kennedy (lieu de lancement de missiles), à l'usine d'assemblage des bombes nucléaires à Panhandle (Texas), au centre des communications à Clam Lake (Wisconsin). Des actions ont également eu lieu, ce même jour, à Calcutta, Helsinki, Hiroshima et autres villes à travers le monde.

Traduit de « Industrial Worker »

Erratum

Dans l'article intitulé « L'acharnement ! » (Mondelibertaire n° 707 du 12 mai 1988) concernant la répression s'abattant depuis plusieurs années sur Martin Foran, l'adresse donnée se trouve en fait en Grande-Bretagne et non aux Etats-Unis. Ecrivez-lui à : Martin Foran, C 51796, HMP Parkhurst, Newport, Isle of Wight, P.O. 30 5NX, Grande-Bretagne.

Relations internationales





## NOM DE DIEU

• A priori, la logique ne s'attend pas à voir une secte venue d'ailleurs (Moon en l'occurrence) soutenue par l'idole des jeunes intégristes catholiques, par le préféré de Jeanne d'Arc ; Jean-Marie Le Pen. Mais argent et anticommunisme ouvrent les esprits à la tolérance religieuse. Deux membres importants de la secte se présentent aux législatives sous l'étiquette Front national. Jean-Marie refuse les mosquées ; considérerait-il une religion d'origine et d'influence coréenne comme plus « française » ?

• De plus en plus ouvert ! Conjointement à « la main tendue » vers les moonistes, Jean-Marie se moche de nouveaux compagnons de routes spirituels du côté des gitanes. Aux Saintes-Marie-de-la-Mer, il alla prier pour qu'un nouveau-né ne devienne pas raciste. Mais il s'est trouvé confronté à l'incompréhension des gens du voyage. Ceux-ci, sans doute aveuglés par de mauvais souvenirs, semblent incapables de se reconnaître dans l'extrême droite. Et troublant la sérénité de la prière, les fidèles ont éjecté de l'église notre dévot attristé par tant d'incompréhension.

• En bonne théologie, la troisième personne de la Trinité, souffle où il veut et quand il veut. Théoriquement, il n'est pas lié aux désirs des hommes. Mais, cette année, il fut rigoureux sur le calendrier et sur les rendez-vous. Très poli, il n'était point dans les endroits où on ne l'invitait pas. Au congrès de la Fédération anarchiste, il brilla par son absence. Par contre, au Bourget, ce fut une belle journée de transes mystiques. Mais rien n'y fut envisagé pour lutter pour plus de liberté.

• Le Saint-Esprit participa aussi à l'assemblée générale des catholiques charentais. Assemblée générale ? Oui, selon la conception de l'Eglise, c'est-à-dire que tout peut être dit, mais seul l'évêque décide s'il doit tenir compte des diverses interventions. La démocratie ecclésiastique est donc affaire de discours ; pour les choses sérieuses, seule la hiérarchie s'affirme compétente.

• Prêtres intégristes et députés du Front national ont, eux aussi, invoqués le Saint-Esprit à Chartres, lors de leur pèlerinage traditionnel, mais les portes de la cathédrale leur sont restées closes. Encore un évêque qui ne respecte pas la démocratie !

• A Marseille, se sont réunis les musulmans. Mais, dans la ville qui hante les rêves secrets de Jean-Marie, des fondamentalistes musulmans appelèrent au boycott de l'assemblée organisée par les autorités de la mosquée de Paris. L'esprit d'Allah était-il présent ?

• Le Saint-Esprit vient de laisser tomber un de ses fervents invocateur. Un ancien séminariste apportait le secours de la religion à des vieilles dames tout en les soulageant de leur fortune et de leurs bijoux.

Michel SERVET

## COLLECTIF

# « 20 ans après... maintenant »

Il y a vingt ans ils s'agitaient, agissaient. Dans les Bastille institutionnelles. Dans les garrigues de l'alternative. Ici, ils ramaient d'allégresse pour obtenir davantage de moyens, faire évoluer les rapports au savoir, au maître, limiter la sélection sociale, réformer ce qui pouvait l'être. Là, ils plantaient des poteaux d'angles en forme de communautés, de crèches sauvages, d'écoles parallèles... aux quatre coins du rêve. Ailleurs, via les luttes de libération sexuelle, celles des femmes, des écolos... ils faisaient souffler un formidable vent anti-autoritaire sur l'individu, le couple, le rapport à l'enfant, à la vie...

Il y a vingt ans, on avait l'impression qu'ils étaient partout. Et d'une certaine manière ils étaient partout. Car leur discours, où se mêlaient le politique et le pédagogique, était empreint d'une certaine légitimité. Et car leur désir de changer l'éducation avait une certaine crédibilité.

### Il y a 20 ans... mais comme cela semble loin !

Aujourd'hui, en effet, la clameur s'est faite murmure et la grande armée des soldats de l'an II de la révolution pédagogique s'est débandée, usée, érodée, laminée, désillusionnée, tétanisée par une réalité qui a obstinément refusé de se conformer à ses espoirs.

Ah, la réalité ! Ce test implacable où l'on a vu s'élargir de doutes et de souffrances le fossé entre la jeunesse et le corps social. L'école perdure sans cesse un peu plus l'échec. Rester coupée du monde et de la vie, malgré les cent mille et une tentatives d'ouverture qui ont eut lieu ici et là. Se rire de tous les efforts et de tous les confort non directifs, et conserver l'essentiel de l'inférieur ballet des rôles où prospèrent toutes

Le Collectif « 20 ans après... maintenant » organise, le vendredi 10 juin 1988, à 20 heures, à la Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, Paris VII<sup>e</sup>, une soirée-débat (dite soirée « Emile »). Interviennent à cette occasion, J.-M. Raynaud, Claude Sigala, Miguel Benasayag, sur le thème : « L'éducation entre la marginalité, la déviance et l'efficacité, les A.J.E. ». Vous êtes cordialement invités à cette soirée qui, comme celles qui l'ont précédées et celles qui la suivent, se place sous le signe d'une réflexion portant sur les vingt dernières années en refusant, et la nostalgie de ceux qui n'arrivent pas à mettre leur montre à l'heure du présent, et le pseudo-réalisme de ceux qui sont aujourd'hui les chantres de l'horizon indépassable de la démocratie bourgeoise.

J.-M. RAYNAUD

les autorités, les rigidités et les céci-tés. Dur !

Et ce d'autant plus que l'enfant, l'objet de toute notre sollicitude, a carrément trahi l'espoir qu'on avait mis en lui. Incapable de s'emparer de ce qu'on lui offrait. Préférant boudier avec la bof-génération. Fuir en compagnie de la petite sirène poudre blanche. S'engager sans mauvaise conscience dans les légions noires de l'« entreprise ».

Bien sûr, ça et là, petits perce-neige tétus taraudant inlassablement le grand manteau blanc de l'hiver, il y a toujours des forcenés obstinés qui s'accrochent théorique et pratiquement à la charrie du changement pédagogique, mais coincés entre les Chevenementeries laïcardes, les bondieuseries antiaïques, le réalisme féroce des « killers » patronaux et le désarroi du plus grand nombre, ils font désormais figure d'archaïques, de pédagogues pataugas, de « has been » progressistes.

Bien sûr, ça et là, le regard bien planté dans la morale ou l'antiracisme, la jeunesse tente de secouer le cocotier du présent mais méfiante, et on le serait à moins, par rapport aux « raiders » de la gauche extrême, elle ne cesse de tourner en rond et de lutter sur

« l'horizon indépassable de la démocratie bourgeoise » !

### Alors ?

Alors, comment en sommes-nous arrivés là ? Comment se fait-il que dans une situation de crise largement pire que celle qui prévalait il y a vingt ans l'idée d'un changement d'éducation ne fasse pas recette et qu'aucun projet un tant soit peu alternatif au présent n'existe ? La crise ferait-elle que le changement éducatif relève désormais du luxe inutile ? L'ère post-industrielle vers laquelle nous nous acheminons aujourd'hui générerait-elle de nouveaux espaces éducatifs (télé, entreprise...) qui en se déployant limiteraient celui occupé traditionnellement par l'école jusqu'à lui enlever son caractère d'enjeu social et politique ? Le consensus dont on nous rebat les oreilles depuis quelques temps et qu'on nous présente comme un concept incontournable dans les sociétés modernes, complexes et démocratiques ne s'oppose-t-il pas à l'idée même d'un changement un minimum radical au plan social, politique ou éducatif ? Les choix tactiques des mouvements pédagogiques en faveur de l'institutionnel ou de la gauche ont-ils été les meilleurs ?

J.-M. RAYNAUD  
Thyde ROSELL

## ÉCOLOGIE

# Pour une approche de la rationalité

« *Une solution est la refonte totale des circuits économiques, par la soumission de l'offre à la demande, la décentralisation des sources énergétiques (plus de centrales qu'elles soient)* ».

Cet extrait d'un article publié dans le *Monde libertaire* (1) demande un apport de précisions de la part de son auteur :

1. S'il n'y a plus de centrales de production d'énergie, comment pourra-t-on alimenter les villes et les usines ?

2. La demande d'énergie n'étant pas quantitativement uniforme dans le temps, puis-je soumettre à des contraintes diverses comme les variations climatiques, pouvons-nous éviter des périodes de surproduction ?

3. Que signifie « décentralisation des sources énergétiques » ?

• S'agit-il d'une décentralisation quantitative (plus de petites unités) ? Il faudrait alors étudier les questions de la multiplication des risques écologiques et des coûts de production.

• S'agit-il d'une décentralisation géographique des centrales ? Il faut préciser que celle-ci dépend essentiellement de la technologie choisie (proximité de points d'eau, etc.).

• S'agit-il des choix technologiques eux-mêmes ? A ce sujet, on ne peut que critiquer les décisions qui se sont concrétisées par un abandon progressif de la diversité des filières (par exemple l'abandon des recherches sur la filière solaire), en donnant la priorité à une des filières nucléaires. Bien

entendu, il ne fait aucun doute que ce choix a été conditionné par des raisons politiques et économiques. (2)

J'écrivais dans un précédent *Monde libertaire* (3) : « Il n'est pas certain que notre civilisation — même en ayant des structures libérales — puisse totalement se passer de la filière nucléaire ». En effet, les centrales nucléaires, aujourd'hui, prennent une grosse part de la production d'énergie, et malheureusement, quelles que soient les évolutions sociale, économique et écologique à venir, il faudra bien, au moins temporaire-

ment, faire « avec » (le temps nécessaire de mettre au point des filières de production d'énergie de remplacement).

Et il est certain que plus le temps passera, plus la filière nucléaire prendra de l'importance (3), plus il sera difficile d'organiser une mutation technologique. C'est pour cela que je pense que les questions posées par cet article sont importantes et demandent des solutions rapides. Le mouvement anarchiste, à propos de l'écologie, s'est trop souvent contenté d'une dénonciation des formes de pollutions de l'environne-

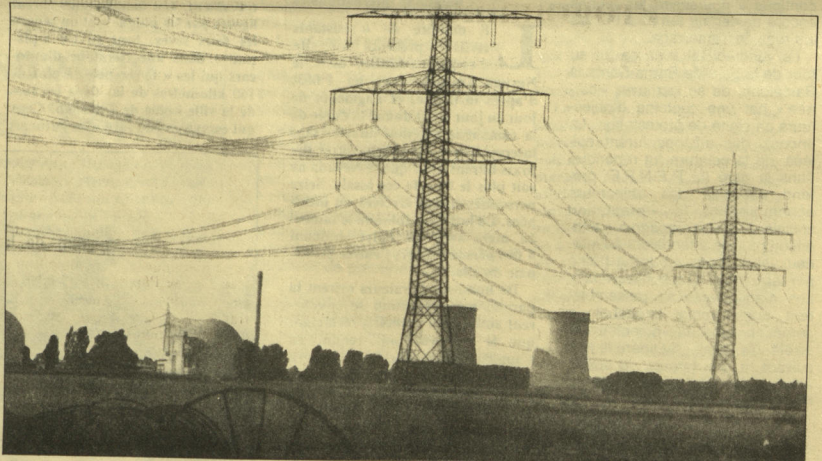
ment, accompagnée d'une critique radicale — nécessaire — de l'organisation de la société. Il devient urgent, aujourd'hui, d'inciter au débat, afin de permettre l'émergence de solutions de remplacement. Il faut, bien sûr, définir les moyens permettant de lancer le débat...

C. D. (Liaison Evreux)

(1) *Monde libertaire* n° 701, page 5 : « L'étang de Berre, la noyade ».

(2) De nombreux articles sont parus dans le journal sur ce sujet, notamment les rapports entre le nucléaire civil et militaire.

(3) *Monde libertaire* n° 691 : « Quel avenir pour l'énergie nucléaire ? ».





« BLUES EN LIBERTÉ »

Blues 68 : Vietnam

L'ANNÉE 1968 a été, en France d'abord et dans le monde ensuite, l'année de la contestation étudiante, puis sociale. Des livres, des journaux, la télévision célèbrent les 20 ans de ce que les économistes distinguent nomment « les troubles de la fin des années 60 », en cherchant à placer leurs produits tant que le créneau est porteur...

Un quotidien, issu un peu de Mai 68 et recentré depuis, a même innové en proposant à un jury de journalistes de désigner cent disques qui, selon eux, avaient marqué les vingt dernières années. Pour (en reprenant l'expression maintenant consacrée) tenter de définir une « bande son » de la génération de 68. Le choix n'était pas déterminé par le sujet traité, mais par la musique.

Une autre démarche

L'émission « Blues en liberté » de Radio-Libertaire (1), pour célébrer à sa manière Mai 68, se devait d'avoir une autre démarche. L'émission consacrée à Mai 68 ne se contente pas de proposer aux auditeurs ce qui a été enregistré aux Etats-Unis à cette époque,

ou un échantillonnage musical des participants de la tournée européenne de l'Américan folk blues festival (2).

Le blues étant une expression musicale des Noirs vivant aux Etats-Unis, la préoccupation majeure en 1968 n'était pas la contestation étudiante dans les campus, mais plutôt un des problèmes qui la sous-tendait : la guerre du Vietnam.

Il est de bon ton de déclarer que le blues est apolitique en se complaisant dans la résignation.

« Blues en liberté » s'est essayé à démontrer le contraire en glanant chez des chanteurs de blues, connus ou inconnus, des chansons contre la guerre du Vietnam.

Du country blues de Big Joe Williams (accompagné par le talentueux harmoniste blanc Charlie Musselwhite) avec *Army man in Vietnam* à la guitare électrique de Lightnin' Hopkins (*Vietnam War*) ou de John Lee Hooker (*I don't wanna go to Vietnam*), l'Oncle Sam est vitupéré sur tous les modes.

Les chanteurs de blues n'avaient d'ailleurs pas attendu la fin des années 60 pour protester contre la guerre. La figure la plus marquante de la critique sociale dans le blues a été sans conteste J. B. Lenoir. Né au Mississippi en 1929, mort d'un accident de voiture en 1967, J. B. Lenoir aura enregistré à Chicago pour les marques Job, Chess et Bellaphon une œuvre un peu déroutante pour l'auditeur non averti.

Guitare électrique, piano et saxos pour dénoncer la politique d'Eisenhower (*Eisenhower blues* censuré dès sa parution), la guerre de Corée (*I'm in Korea, Korea blues*) laisseront la place dans les années 60 (folk boom oblige) à la guitare acoustique pour dénoncer la guerre au Vietnam ou la ségrégation raciale (*Vietnam blues, Down in Mississippi*).

L'émission spécial Vietnam de « Blues en liberté » (3) n'a pas oublié non plus la Deuxième Guerre mondiale avec le peu connu Memphis Willie Borum (*Overseas blues* : « J'ai eu assez d'emmerdements avec les Allemands, maintenant ils veulent

m'envoyer à Tokyo ! »). Autre thème qui a suscité de nombreux blues : l'assassinat en 1963 du président J. F. Kennedy (le superbe morceau d'Otis Spann *Sad day in Texas...*).

Côté « bande son », le blues autour de Mai 68, c'est l'arrivée des *guitar heroes* via la Grande-Bretagne : Eric Clapton, The Jimmy Hendrix Experience... ou via les groupes mixtes des Etats-Unis : Paul Butterfield Blues Band avec Mike Bloomfield, Elvin Bishop, et d'autres !

Bref, beaucoup de bonne musique pour célébrer les 20 ans de 1968 en écoutant du blues que ça soit à la guitare sèche ou à l'électrique !

THIERRY (« Blues en liberté »)

(1) « Blues en liberté » sur Radio-Libertaire 89.4 MHz en région parisienne, chaque mardi de 22 h 30 à 24 h 30.

(2) Jimmy Reed, John Lee Hooker, T. Bone Walker, Big Joe Williams, Curtis Jones, Eddie Taylor, Big Walter « Shakes » Horton, etc.

(3) « Blues en liberté » spécial Vietnam a été diffusé au mois de mai. L'enregistrement sera rediffusé le mardi 14 juin et le mardi 19 juillet aux heures habituelles de l'émission.



(Photo : Jean-Pierre Leloire)  
Big Joe Williams.

NOTE DE LECTURE

Les non-dits de Le Pen

La bête immonde qui monte use la pellicule et fait couler de l'encre jusqu'à plus soif. Beaucoup de témoignages, une peur sourde, un dégoût affirmé, revendiqués par tous les médias de notre démocratie...

Cette rassurante nausée se répand à travers une fascination qui pour autant qu'elle soit unanime, reste inexplicable : deux hommes, un psychanalyste et un journaliste, ont décidé de passer sur l'odeur et de coller aux basques de l'amoureux transi de Marseille (pas lui, l'autre !) pendant l'année 1987, tournée des plages comprise.

Du super meeting à la conversation « intime » à bâtons rompus, ils furent reçus avec une cordialité forcée, le gros blond avec une chemise noire ayant apprécié leurs précédents travaux sur Mitterrand et Chirac (*Portrait total*). Gratuité, il est allé jusqu'à leur faire voir son lit de divorcé à présent trop grand...

Nos deux aventuriers purent ainsi mener à bien leur but inavoué : désarticuler les fondements de la force d'attraction du personnage.

Ils reconnaîtront ensuite que leurs « freins anti-sédution » auront plusieurs fois « volé en éclats ».

Leur collaboration se distingue typographiquement à l'intérieur de l'ouvrage : en caractères pleins, en italiques, le psychanalyste qui démonte en nous offrant quelques « belles » frayeurs. Elle s'avère fructueuse à la lumière des thèmes d'analyse choisis : fascination / miroir, peur / danger, sensualité / transgression, virilité / refoulement, patrie / mort, complot / révisionnisme, racisme / celtisme, race juive.

L'axe autour duquel pivotent ces couples est brisé par Le Pen lui-même : c'est un impérieux appel à la transgression, légitimé et fortifié par un discours puissant, primitif et redoutablement efficace. Le mécanisme se fait jour au fur et à mesure de la lecture, et l'on comprend pourquoi railler « les afférences d'un Jean-Jacques Rousseau » est encore plus surnois que de lancer à la foule en délire quelques patronymes bien choisis : c'est bien Rous-

seau qui a posé la prohibition de l'inceste comme principe fondateur de toute société « Il fallut bien que les premiers hommes épousassent leurs sœurs. Dans la simplicité des premières mœurs cet usage se perpétua sans inconvénient tant que les familles restèrent isolées et même après la réunion des plus anciens peuples ; mais la loi qui l'abolit n'est pas moins sacrée pour être d'institution humaine. Ceux qui ne la regardent que par la liaison qu'elle forme entre les familles n'en voient pas le côté le plus important. Dans la familiarité que le commerce domestique établit nécessairement entre les deux sexes, du moment qu'une si sainte loi cessera de parler au cœur et d'en imposer aux sens, il n'y aurait plus d'honnêteté parmi les hommes, et les plus effroyables mœurs causeraient bientôt la destruction du genre humain » (*Essais sur l'origine des langues*).

Lorsque celui qui s'adresse « plus à l'émotion qu'à la raison » (sic) déclare préférer ses filles à ses nièces, ses nièces à ses cousines, ses cousines à ses voisines, « il énonce inconsciemment l'inverse des interdictions du mariage (...) ». Il se substituerait aux structures d'Etat garantes du fonctionnement démocratique cahoteux. Ce livre nous montre comment Le Pen « mange » l'Etat et comment son racisme s'érige peu à peu en loi fondatrice, garante à son tour de la préservation d'une « vieille famille en péril », la France.

Un bazar d'images pieuses, de processions campagnardes, de souvenirs sépias, de jésuites, d'un père dur mais juste, d'une mère veuve trop tôt, etc., lui fournit un cadre immuable, à partir duquel il fonde sa permanence et l'enracine dans un passé mythique qu'il a volé à Rousseau : en se l'appropriant, lui seul peut fonder sa lignée « celtico-française ». C'est pour ça sans doute que mourir ne lui fait pas peur.

C. A.

Les dits et les non-dits de Jean-Marie Le Pen : enquête et psychanalyse, Pierre Jouze, Ali Maguadi, Paris, La Découverte, 1988 (Collection enquêtes), en vente à la librairie du Monde libertaire (85 F).

T.L.P.-DÉJAZET

Alain Aurenche

On peut toujours comparer Alain Aurenche à certains grands de la chanson française, évoquer ses textes qui comptent : le verbe cru, la sensibilité à fleur de peau, son univers fort comme un alcool et délicat comme une primevère — empreint d'humour parfois. Avec Aurenche, il faut réaliser l'effort de penser et d'écouter autrement. Ses thèmes ? L'amitié, les révoltes, les embruns d'océan et d'amour mêlés. Egale-ment la mort qui ne devient chez lui qu'un excès de vie.

Ces thèmes, il les chante de manière surprenante. Le ton fougueux, le timbre chaleureux, une présence scénique indiscutable, il prend possession du public. On peut se rappeler ses concerts comme de moments rares. Il en a d'ailleurs donnés régulièrement pour les libertaires, offrant plusieurs galas de soutien à Radio-Libertaire et au Monde libertaire devant un public conquis et ravi.

On a pu le voir plus récemment sur la scène du Théâtre libertaire de Paris, en première partie de Léo Ferré, accompagné par son fidèle

pianiste Alain Bréheret, auquel s'était joint pour l'occasion Pierre Nicolas (ex-contrebassiste de Brassens).

C'est sur cette même scène du T.L.P.-Déjazet qu'il se produira très prochainement pour trois concerts exceptionnels. Exceptionnel sera également son spectacle puisque cette fois quatre musiciens viendront renforcer le tandem Aurenche-Bréheret.

Un univers musical chamboulé, des chansons entièrement réorchestrées sur sons de basse, batterie, piano, guitare, synthé, percussions : voilà le défi que vous lance Alain Aurenche. Allez relever ce défi en vous déplaçant les 9, 10 et 11 juin au T.L.P.-Déjazet. Vous serez de toute façon gagnants.

C. R.

Alain Aurenche, les 9, 10 et 11 juin 1988 à 20 h 30, au T.L.P.-Déjazet (41, boulevard du Temple, métro République, tél. : 42.74.20.50). Prix des places : 90 F ; cartes R.-L. et T.L.P. : 70 F. Avec en premières parties : Pascal Bolène et le groupe Soria, le 9 juin ; Véronique Pestel, les 10 et 11 juin.



(Photo : Francis Verhbet)

Programmes de Radio-Libertaire (89.4)

- Jeu 2 juin  
« Mon nom est personne » (12 h à 14 h) : théâtre et cinéma.
- Vendredi 3 juin  
« Front des radios libres » (17 h à 18 h) : actualité de la bande F.M.
- Samedi 4 juin  
« Le père peinar » (10 h 30 à 11 h 30) : émission d'humour.
- Dimanche 5 juin  
« B.D. D.A. et Cie » (20 h à 21 h 30) : disques et bandes dessinées.
- Lundi 6 juin  
« Chroniques du lundi » (12 h à 14 h) : commentaires sur l'actualité.
- Mardi 7 juin  
« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h 30) : spécial Magic Sam et Otis Rush.
- Mercredi 8 juin  
« Femmes libres » (18 h 30 à 20 h 30) : paroles de femmes.



## NOUVELLE-CALÉDONIE

## Les prisonniers politiques

EST-IL encore besoin de revenir sur les événements d'Ouvéa ? Quoiqu'en disent les différents responsables de ce massacre, la responsabilité de l'Etat et de l'armée est indéniable ; que se soit le gouvernement Chirac, par sa politique qui consistait à piller la spécificité du peuple canaque et qui a conduit à ce bain de sang, ou bien celle de Mitterrand qui, quoiqu'il en dise, ne pourra décharger sa responsabilité quant à l'intervention de l'armée, étant lui-même chef des armées.

Quant aux arguments avancés pour justifier l'assaut, ils sont maels et non avens. Si les Canaques avaient voulu atteindre à la vie des otages, leur était simple de le faire pendant l'intervention militaire (qui rappela le a duré 8 heures). Or, il n'en a rien été. Seules des raisons électoralistes, politiciennes permettent de comprendre pourquoi l'Etat a agit ainsi. Pour Chirac, il fallait carresser dans le sens du poil l'électorat de Le Pen. Pour Mitterrand, il fallait montrer que l'Etat, sous sa présidence, ne pourrait être bafoué plus longtemps. On est en droit de demander à celui-ci à partir de combien de morts cela n'aurait pas été un massacre ? En effet, il a justifié l'intervention militaire en déclarant que la France ne pouvait supporter que des militaires d'élites soient retenus prisonniers par des militants du F.L.N.K.S. Il a simplement regretté qu'il y ait trop de morts, trop de sang. D'ailleurs différents responsables du P.S. sont intervenus dans ce sens (Rocard, Bérégovoy, tous deux pas encore ministres).

En fait, la déclaration de Pasqua, « la démocratie s'arrête là où commence la raison d'Etat », prend ici tout son sens.

## Lutte contre le consensus

Lutter contre le colonialisme, c'est aussi participer à la lutte contre le consensus : « la passivité ne règne pas totalement. Des luttes en témoignent, comme les revendications salariales-uniformes (1 500 F d'augmentation pour tout le monde), les luttes anticolonialistes



(...). Même si cela reste marginal, c'est à notre avis le levier par lequel on pourra briser le consensus social » (1)

Dénoncer la présence militaire en Nouvelle-Calédonie, dénoncer la nomadisation de l'armée (technique déjà employée pendant la guerre d'Algérie) qui quotidiennement descend dans des tribus, sous n'importe quel prétexte (par exemple pour rechercher un insoumis) en ratonnant les gens et en détruisant les cases ou les réserves de nourriture et de médicaments, c'est aussi dénoncer tout simplement l'armée. En Nouvelle-Calédonie, on voit concrètement à quoi elle sert lorsque les forces de police ne sont plus suffisantes pour assurer l'ordre public.

Idem pour le nucléaire. Tahiti n'est pas loin et une volonté indépendantiste existe (nous en avons déjà parlé dans le *Monde*

libertaire). L'indépendance de la Kanaky renforcerait les indépendantistes en Polynésie française, ce qui remettrait en cause l'existence de la base militaire de Murruoa.

La montée de l'extrême droite prendrait du plomb dans l'aile. Un des éléments qui fait sa force c'est que, jusqu'à présent, elle a toujours gagné sur les terrains qu'elle a investit. L'indépendance de la Kanaky serait une brèche dans son assentiment. En tous cas, nous devons tout faire pour que les milices fascistes, qui sévissent en grand nombre en Nouvelle-Calédonie, soient désarmées car elles font régner la terreur, soit sous forme d'attentat à la bombe, soit par des opérations commando sous l'œil bien veillant de la justice et de l'armée.

On a encore en mémoire la tuerie d'Hienghène en 1984, qui s'est soldée par l'acquiescement des fachos.

Au-delà de ce fait connu, sachons que tous les jours ils sévissent, par exemple en encerclant des tribus avec armes à la main, au vu et au su de tout le monde (Saint-Louis, dans la banlieue de Nouméa), ou en posant des bombes à la cité Montravel (quartier kanak à Nouméa).

Dans l'immédiat, il importe de soutenir les prisonniers politiques indépendantistes actuellement incarcérés dans des prisons parisiennes. Pour les détenus indépendantistes actuellement enfermés au

camp Est (prison de Nouméa), nous attendons les dossiers pour chacun d'eux, que doit nous transmettre le comité P. Declercq. Le comité organise, en Nouvelle-Calédonie le soutien de ces derniers. Mais il est important que puisse s'organiser aussi en France, pays colonisateur, un soutien.

J.-C. (Gr. Sabate)

(1) Motion « Réponse au consensus », adoptée au dernier congrès de la Fédération anarchiste.

## Les vingt-neuf prisonniers politiques canaques

**Fleury-Mérogis, 7, avenue des Peupliers, 91705 Sainte-Geneviève-des-Bois :** Aema Charles, n° d'écrou D3 172300 H ; Baly Sébastien, n° D3 172301 J ; Meaou Louis, n° 31068 C3 ; Faouilo Luudossie, n° D 178 304 ; Gnyapate Aïra, n° D1 172305 ; Djanou Hilaire, n° D2 172303 ; Chaoury Joanny, n° D1 172302 K ; Aben Patrick, n° D 172299 G.

**Bois d'Arcy, 5, rue Alexandre-Turpault, 78390 Bois-d'Arcy :** Gogny Samuel, n° 31068 C 303 ; Wea Djubely, n° 31064 C 406 ; Touet Fais-sen, n° 31065 C 406 ; Wegue Célestin, n° 31065 C 407 ; Baly Pascal, n° 31086 C 407 ; Faoutolo Justin, n° 31068 C 303.

**La Santé, 42, rue de la Santé, 75014 Paris :** Kapoeri Robert, n° 234286 B/024 ; Madjele Amabili, n° 23487 KC/024 ; Tangopi Benoît, n° 234290 PD/014 ; Tangopi Xavier, n° 23485 HB/024 ; Walepe Alexandre, n° 234283 ND/014 ; Wamo Jacob.

**Hôpital de Fresnes, 1, rue de la Division-Leclerc, 94261 Fresnes cedex :** Laouiniou Martial, n° 78978 ; Adjouniope David ; Poumely, n° 781977 ; Ouajegnepe Marcel ; Wassoun Serge, n° 781980 ; Wamou Roger ; Adeda Vincent, n° 781979 ; Adeda Jonas, n° 781976 ; Wadjemo Marcel.

En ce qui concerne l'A.I.S.D.P.K., nous voudrions organiser un réel soutien : une ou des personnes, associations, collectifs, etc. prennent en charge un prisonnier, c'est-à-dire lui écrivent, essaient de lui faire parvenir des livres, etc. En outre, il serait souhaitable que les personnes ou les autres soutenant ce ou ces prisonniers nous fassent part de la situation de ces derniers et de toutes informations les concernant afin de les publier dans *Kanaky*. Il est très important que des visites régulières soient faites par des personnes « parrainant » un ou plusieurs prisonniers. Cela pourrait aussi permettre que les familles restées en Kanaky aient des nouvelles.

Dans l'immédiat, nous devons exiger que les prisonniers soient tous regroupés à La Santé.

Extrait de *Kanaky express* n° 9, supplément à *Kanaky, journal de l'A.I.S.D.P.K. (Association d'information et de soutien aux droits du peuple kanak, 16, rue de Nanteuil, 75015 Paris, permanences le mercredi soir, tél. : 45.31.43.38).*

## MUTINERIE D'ENSISHEIM

## Pas de sanction pour les mutins

COMBIEN coûte une révolte, quand on est emmuré vivant dans une prison centrale ? Le tribunal de Colmar, qui jugeait mercredi dernier cinq « meneurs » de la mutinerie d'Ensisheim, n'a pas encore tranché, et le verdict sera rendu le 9 juin. Par contre, le procès a été l'occasion — rarissime — d'écouter des prisonniers s'exprimer, avec beaucoup de dignité et de solidarité, le désespoir qui gagne des hommes jeunes, condamnés à ne sortir de prison qu'aux alentours de l'an 2000, et qui passent ces longues années otages de l'arbitraire, des brimades, du non-droit de l'administration pénitentiaire.

Temps superbe et ambiance tendue, en ce mercredi 25 juin. Les autorités s'attendaient à ce qu'un soutien aux mutins se manifeste, et elles n'avaient pas lésiné sur les flics, les C.R.S. et les R.G. pour assurer le « bon » déroulement du procès. Dans la salle du tribunal, les matons étaient aussi largement représentés. Tout ce beau monde n'est cependant pas parvenu à empêcher quelques collages, « Fermez les quartiers d'isolement », et la diffusion dans la ville de tracts, « Ils ont raison de se révolter ».

La principale préoccupation des cinq inculpés — Djilali Mihoubi, Thierry Etienne, Saïd Jabri, Gérard Birou et Jean-Baptiste Péchon — fut d'expliquer, au public et à la presse, les origines de la révolte : les remises de peines accordées au compte-goutte et à la tête du client, les demandes de libérations conditionnelles qui n'aboutissent jamais, le travail sous-payé (environ 800 F par mois) et les revendications ignorées, les fouilles visant uniquement à humilier et, au moindre faux pas, le mitard, la mise à l'isolement, les grâces et les hypothétiques remises de peine qui tombent...

Les cinq inculpés, tous condamnés à plus de quinze ans, mais dont certains étaient libérables dans cinq ans, savaient qu'ils risquaient gros, en profitant d'une occasion pour ouvrir les cellules de tous les prisonniers d'Ensisheim. Accusés d'incendie volontaire en bande organisée (ensemble des détenus à mis le feu aux ateliers, détruit les cellules, mis en miettes les robinets qui étaient fabriqués dans la prison), de violence envers cinq agents de l'administration pénitentiaire et de prise d'otages, ils risquaient trente-quatre ans de prison supplémentaires au total,

soit vingt ans, avec la confusion des peines.

Or, malgré ces sanctions énormes, aucun d'entre eux n'a tenté de se disculper, de minimiser sa responsabilité. Au contraire, ils se sont solidarisés des actes de l'ensemble des détenus. Le jour du procès, les prisonniers d'Ensisheim ont eux aussi témoigné leur solidarité avec les inculpés, par un refus de plateaux largement suivi.

## Aux origines de la mutinerie

Les prisonniers tenaient à expliquer les causes réelles de la mutinerie. Le tribunal, lui, a cherché à savoir dans quelles conditions elle s'était déroulée. A l'origine, le 11 avril, les gardiens ont eu vent d'une tentative d'évasion. Ils envoyèrent au mitard (c'est-à-dire au cachot) les deux candidats à la belle, qui se sont dénoncés pour éviter des sanctions aux autres, et deux autres qui n'ont rien à voir avec la tentative d'évasion. Les gardiens procédèrent aussi à la fouille systématique et brutale de toutes les cellules, pour intimider les éventuels protestataires.

Est-ce la goutte qui fait déborder le vase ? Le samedi suivant, à

l'heure de la douche, Gérard Birou se trouve seul face à un gardien. Il le frappe, s'empare des clés, délivre les quatre autres prisonniers du mitard, et les cinq hommes ouvrent les portes du reste de la détention. Cinq surveillants sont malmenés avant de pouvoir se sauver, un gardien auxiliaire et une visiteuse de prison, soeur Françoise, qui se trouvait là, sont « pris en otage », c'est-à-dire mis à l'abri dans les cellules, pour éviter qu'ils ne soient victimes de violences.

Pendant une nuit, la prison flambe, puis les mutins négocient une rédition sans violence. En fait, si meneurs il y a, la mutinerie d'Ensisheim a été menée avec infiniment moins de violence que celle dont font preuve les forces de l'ordre, dans ce type de situation (on se souvient des C.R.S. qui s'étaient livrés à une véritable boucherie après la mutinerie de la prison des Baumettes, entre autres).

Depuis la mutinerie, les prisonniers d'Ensisheim vivent dans des conditions très précaires, leurs affaires personnelles ayant été détruites — ou confisquées — durant les événements.

Le procureur s'est livré à un interminable réquisitoire, insistant

sur le préjudice moral des matons, la « vision apocalyptique » des ateliers brûlants, le contribuable qui paiera les dégâts... Reconnaisant les « qualités intellectuelles » de « ceux qu'il faut bien appeler des mutins », il demandera de six à huit ans de prison pour les cinq inculpés.

Sachant que leur participation à la mutinerie leur vaudra, de toutes façons, le refus de toutes remises de peines auxquelles ils auraient pu prétendre, et très probablement le quartier d'isolement pendant toute la durée de leur incarcération, une telle condamnation, même si elle est en deçà de la peine maximale, serait inadmissible, et sans doute considérée comme telle par l'ensemble des prisonniers d'Ensisheim et d'autres.

Pour notre part, nous ne pouvons que reprendre la revendication exprimée lors de la révolte d'Ensisheim, « Pas de sanction pour les mutins », et continuer à soutenir, lors du jugement du 9 juin, mais aussi par la suite, ces hommes qui ont pris tous les risques pour plus de dignité.

Pascale CHOISY